

4-6885



Distr. :
LIMITEE

E/ECA/TPCW.16/L
26 avril 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Seizième réunion du Comité technique préparatoire
plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
24 - 28 avril 1995

PROJET DE RAPPORT

A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La seizième réunion du Comité technique préparatoire plénier (TEPCOW) s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 24 au 28 avril 1995. Lors de la séance d'ouverture officielle, les participants ont observé une minute de silence en hommage à feu Hedi Ghorbal, de Tunisie, Président de la quinzième réunion du Comité, décédé tragiquement dans un accident de la circulation. La réunion a été officiellement ouverte par Son Excellence M. Mekonnen Manyazewal, Vice-Ministre de la planification et du développement économique du Gouvernement de transition de l'Ethiopie. M. Makla D. Sarr, Secrétaire exécutif par intérim de la Commission économique pour l'Afrique, a aussi prononcé une allocution à la cérémonie d'ouverture. Le représentant du Botswana, M. G.N. Thipe, a lu une motion de remerciements au nom des participants.

2. Ont participé à la réunion les représentants des Etats membres suivants de la Commission : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

3. Des observateurs des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies indiqués ci-après ont également assisté à la réunion : Allemagne, Chine, Fédération de Russie, Finlande, France, Indonésie, Iran, Japon et Roumanie.

4. Le Saint-Siège, qui n'est pas membre de l'Organisation des Nations Unies, était aussi représenté par un observateur.

5. Les organes et institutions spécialisées des Nations Unies indiqués ci-après étaient représentés : Bureau de l'ONU à New York chargé des commissions régionales, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Centre (CNUCED/GATT) du commerce international (CCI), Programme alimentaire mondial (PAM), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Organisation mondiale de la santé (OMS), Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation mondiale de la

propriété intellectuelle (OMPI) et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

6. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Banque africaine de développement (BAD) étaient également représentées.

7. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées par des observateurs : Association africaine pour l'administration publique et la gestion (AAPAM), Association des organisations africaine de promotion commerciale (AOAPC), Autorité intergouvernementale de lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD), Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA), Banque islamique de développement (BID), Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (CAFRADES), Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD), Centre international pour l'élevage en Afrique (CIPEA), Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE), Centre régional africain de conception et de fabrication techniques (ARCEDEM), Centre régional de formation aux techniques des levés aériens (RECTAS), Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), Institut africain pour l'analyse des politiques et l'intégration économique (AIPA), Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD), Ligue des Etats arabes (LEA), Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN), *Regional Institute for Population Studies* (RIPS), Union européenne (UE) et Union du Maghreb arabe (UMA).

8. Le Comité a élu le bureau suivant :

Président :	Ethiopie
Premier Vice-Président :	Gabon
Second Vice-Président :	Algérie
Rapporteur :	Sierra Leone

9. Le Comité a établi deux sous-comités à composition non limitée chargés respectivement des résolutions et de l'évaluation à mi-parcours de la Déclaration et du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés, et présidés par l'Algérie et le Gabon. Le noyau du sous-comité des résolutions se composait comme suit :

Afrique de l'Ouest :	Togo et Nigéria
Afrique du Nord :	Egypte et Maroc
Afrique de l'Est :	Kenya et Djibouti
Afrique australe :	Afrique du Sud et Malawi
Afrique centrale :	Burundi et Guinée équatoriale

B. ORDRE DU JOUR

10. Le 24 avril 1995, le Comité a adopté l'ordre du jour suivant :

Thème de la session : Promouvoir la croissance accélérée et le développement durable en Afrique par la mise en place des capacités cruciales

1. Ouverture de la réunion.
2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.

PREMIERE PARTIE : Perspectives du développement socio-économique de l'Afrique

4. a) Rapport sur la situation économique et sociale en Afrique 1995;
- b) Perspectives concernant la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine et autres questions relatives à la coopération et à l'intégration régionales;
- c) Rapport intérimaire sur un programme-cadre pour la mise en place et l'utilisation des capacités cruciales en Afrique.

DEUXIEME PARTIE : Coopération régionale pour le développement en Afrique

5. a) Préparation et suivi des conférences et programmes régionaux et internationaux :
 - i) Session extraordinaire du Conseil des ministres de l'OUA sur les questions économiques et sociales en Afrique;

- ii) Conférence internationale sur la population et le développement;
 - iii) Sommet mondial pour le développement social;
 - iv) Quatrième Conférence mondiale sur les femmes;
 - v) Deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II);
 - vi) Examen à mi-parcours de la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés;
 - vii) Rapport sur la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF);
 - viii) Rapport intérimaire sur l'évaluation à mi-parcours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA II);
- b) Commerce, financement du développement et coopération régionale :
- Relance de l'investissement privé en Afrique : politiques, stratégies et programmes;
- c) Développement humain :
- Rapport sur le développement humain en Afrique 1995;
- d) Emancipation socio-économique des femmes en Afrique :
- Création de la Banque africaine pour les femmes : rapport intérimaire;
- e) Lutte contre la pauvreté par le biais d'un développement durable :

Production vivrière et agricole, sécurité alimentaire et autosuffisance alimentaire en Afrique.

TROISIEME PARTIE : Questions relatives aux organes statutaires

6. Questions émanant d'organes subsidiaires et d'organes sectoriels de la Commission et appelant une décision de la Conférence des ministres.

QUATRIEME PARTIE : Programme de travail et ordre de priorité de la Commission

7.
 - a) Structure envisagée et projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1996-1997;
 - b) Evaluation du programme à la CEA.
8. Renforcement de la capacité opérationnelle de la CEA : programme de coopération technique au titre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA).
9. Questions diverses.
10. Date et lieu de la dix-septième réunion du Comité technique préparatoire plénier.
11. Adoption du rapport.
12. Clôture de la réunion.

C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Allocutions d'ouverture

11. Dans son allocution d'ouverture, Son Excellence M. Mekonnen Manyazewal, Vice-Ministre de la planification et du développement économique du Gouvernement de transition de l'Ethiopie, a souhaité la bienvenue aux participants à la réunion. Il a noté qu'en dépit de l'amélioration en 1994 des résultats économiques de la plupart des pays africains, la performance de l'économie africaine pendant la période 1990-1994 avait continué à être inférieure au taux de croissance rapide de la population. En conséquence,

le revenu par habitant en Afrique avait continué à se détériorer, plongeant une proportion croissante de la population africaine dans des conditions d'extrême pauvreté.

12. Le Ministre a noté que les idées et les solutions ne manquaient pas face aux problèmes économiques et sociaux de l'Afrique. Sous les auspices des organisations régionales et internationales, de nombreux stratégies et plans d'action pour le développement de l'Afrique avaient été adoptés au fil des ans. Il a souligné que ce dont l'Afrique avait besoin maintenant c'était un examen critique des échecs enregistrés lors de la mise en oeuvre des divers stratégies et plans d'action nécessaires à la transformation à long terme de l'économie africaine.

13. Il a estimé que le thème de la session était très approprié et opportun. Il a proposé que les travaux de la réunion soient axés sur les mesures visant à éliminer les obstacles à la mise oeuvre des divers stratégies et plans d'action déjà adoptés dans le passé. Il s'est dit convaincu que la plupart des problèmes de mise en oeuvre étaient d'origine interne plutôt qu'externe au continent et devraient donc être identifiés et traités afin de permettre à l'Afrique de mettre de l'ordre dans ses affaires et de créer les conditions nécessaires pour faire face aux facteurs externes.

14. L'orateur a fait observer que l'absence d'une action systématique concernant la création et le renforcement des capacités humaines, institutionnelles et en matière d'infrastructure en Afrique avait contribué à l'échec des efforts visant à mettre le continent sur la voie de la croissance accélérée et du développement durable durant les décennies passées. Il a fait remarquer que l'incapacité à créer les capacités requises résultait de facteurs tels que des politiques économiques erronées, la mauvaise affectation et l'utilisation inefficace des ressources et l'évasion des ressources sous forme d'exode des compétences et de fuite des capitaux dans nombre de pays africains.

15. Le Ministre a également fait observer que la dette extérieure, l'accumulation d'arriérés de paiements de la dette, la capitalisation des intérêts et le durcissement général des conditions d'octroi des prêts constituaient les principaux obstacles à la reprise économique en Afrique du fait de leur impact négatif sur la disponibilité des ressources nécessaires pour soutenir les programmes de développement. D'où la nécessité de nouvelles initiatives et approches pour traiter ces problèmes.

16. En conclusion, le Ministre a informé la réunion que le Gouvernement de transition de l'Ethiopie avait pris plusieurs mesures en vue de mettre en place ses capacités humaines, institutionnelles et matérielles, l'accent étant mis sur l'agriculture et la création de capacités humaines. Il a souligné que la formation professionnelle et technique et les soins de santé préventifs renforceraient la création de capacités en matière de ressources humaines et apporteraient leur contribution au secteur important de la production agricole.

De même, le Gouvernement avait adopté un certain nombre de politiques pour créer un environnement macro-économique stable directement lié au renforcement des capacités. Un cadre juridique et de politique économique avait également été mis en place pour assurer la participation du secteur privé au développement.

17. Dans son allocution, M. Makha D. Sarr, Secrétaire exécutif par intérim a transmis, au nom du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique, des participants à la réunion du Comité technique préparatoire plénier et en son nom propre, des sincères condoléances au Gouvernement et au peuple tunisiens et, en particulier à la famille éplorée du regretté Hedi Ghorbal, Président de la quinzième réunion du Comité technique préparatoire plénier.

18. Le Secrétaire exécutif par intérim a souhaité la bienvenue à tous les participants à la seizième réunion du Comité technique préparatoire. Il a également exprimé, au nom de tous les participants, ses sincères remerciements à Son Excellence Ato Mekonnen Manyazewal pour son allocution d'ouverture de la seizième réunion du Comité. Il a dit que la présence du Ministre était l'expression du soutien du peuple et du Gouvernement éthiopiens à la Commission, à son secrétariat ainsi qu'à l'ensemble du système des Nations Unies à Addis-Abeba. Il a également rendu hommage à M. Layashi Yaker, le précédent Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique qui a quitté l'organisation il y a deux mois au terme de son mandat.

19. Le Secrétaire exécutif par intérim a fait remarquer que depuis sa première réunion, en 1980, au cours de laquelle il avait grandement contribué à la formulation du Plan d'action de Lagos, le Comité technique préparatoire plénier avait été à l'origine de nombreux programmes et positions communes. Au nombre de ceux-ci, la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, la Décennie du développement industriel de l'Afrique, le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique qui avait conduit au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, la Position commune africaine sur l'environnement et le développement, la Position commune africaine sur la population et le développement, la Position commune africaine sur le développement humain et social, le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel et le Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique.

20. Le Secrétaire exécutif par intérim a indiqué que le thème de la présente session de la Commission : "Promouvoir la croissance accélérée et le développement durable en Afrique par la mise en place des capacités cruciales" s'inscrivait logiquement à la suite de celui de la dernière session de la Commission. Il a souligné que si l'Afrique voulait améliorer le niveau de vie de ses populations et occuper la place à laquelle

elle aspirait dans les relations économiques internationales, elle devait mettre en place et développer les capacités requises pour une croissance accélérée et un développement durable.

21. Examinant la situation économique et sociale en Afrique durant l'année écoulée, l'orateur a indiqué que les estimations de la CEA montraient que le produit intérieur brut (PIB) de l'ensemble du continent, Afrique du Sud comprise, avait augmenté de 2,4% en 1994, contre 0,9% en 1993 et -0,3% en 1992. Il a noté cependant qu'en raison du taux de croissance démographique annuel d'environ 3%, le revenu moyen par habitant avait continué à baisser poursuivant ainsi les tendances antérieures.

22. Sur le plan du commerce extérieur, le Secrétaire exécutif par intérim a dit que la fragilité des structures de production des pays africains et l'instabilité des marchés des produits de base n'avaient pas permis un accroissement sensible des exportations dont la valeur n'avait été que de 89,6 milliards de dollars des Etats-Unis en 1994, montant inférieur à la moyenne des trois années précédentes de la décennie en cours. Avec leurs prix augmentant plus que leur volume, les importations s'étaient élevées à 97,8 milliards de dollars en 1994, ce qui a accentué le déficit des comptes courants qui avait atteint 10,5 milliards de dollars contre 7,8 milliards en 1993 et 6,2 milliards en 1992. La part de l'Afrique dans le commerce mondial ne représentait que 2,4% en 1994 contre 3% en 1993. La dette extérieure continuait de constituer un obstacle important au développement, avec un total de 312,2 milliards de dollars à la fin de l'année 1994. Ce montant représentait 71,6% du produit intérieur brut de la région. Il a souligné que l'Afrique, comme d'autres régions du monde en transition, devrait bénéficier des mesures plus radicales adoptées en matière d'allègement de la dette extérieure.

23. Le Secrétaire exécutif par intérim a fait observer que la transition vers des régimes démocratiques prenait de l'ampleur, même si des difficultés d'ajustement se posaient dans certains domaines. Des progrès avaient été enregistrés en matière de pluralisme politique, de droits de l'homme, de transparence et de responsabilité des pouvoirs publics. L'Afrique du Sud avait surmonté son handicap que constituait l'Apartheid pour devenir une démocratie multiraciale. Le Traité d'Abuja était entré en vigueur en mai 1994 et les communautés économiques sous-régionales continuaient de se renforcer. L'orateur a toutefois précisé que ces signes encourageants ne devraient pas masquer les défis qui restaient à relever. Par exemple, la préoccupation la plus importante résidait dans la lenteur de la transformation des structures économiques de l'Afrique. Le dualisme des économies africaines persistait avec une importante économie de subsistance qui côtoyait un secteur moderne relativement étroit, généralement orienté vers l'exportation des matières premières agricoles et minérales.

24. Le Secrétaire exécutif par intérim a expliqué les différentes questions importantes inscrites à l'ordre du jour soumis au Comité. Il a également mentionné le programme de travail de la Commission pour la

période biennale 1996-1997 que le Comité devait aussi examiner. La particularité de ce programme de travail résidait dans le fait qu'il serait basé sur la nouvelle structure du secrétariat de la Commission.

25. Le Secrétaire exécutif par intérim a par ailleurs fait allusion à la Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) qui se tiendrait le 3 mai 1995. Il a souligné que le Fonds revêtait une importance cruciale pour les activités opérationnelles de la Commission. A cet égard, il a rendu hommage aux pays africains qui avaient maintenu leur contribution à ce Fonds, malgré les difficultés économiques auxquelles ils se heurtaient. Il a également adressé ses remerciements aux partenaires bilatéraux et multilatéraux qui, en 1994/95, avaient généreusement contribué au Fonds.

26. Le représentant du Botswana a, au nom des participants, proposé une motion de remerciements. Il a remercié Son Excellence M. Mekonnen Manyazewal pour son allocution qui suggérait des idées constructives et utiles pour l'ordre du jour de la réunion et qui permettait également aux participants de prendre connaissance des efforts déployés par le Gouvernement de transition de l'Ethiopie dans la mise en place des capacités devant mener à un développement durable.

27. Il a exprimé sa gratitude à Son Excellence M. Meles Zenawi, Président du Gouvernement de transition de l'Ethiopie, au Gouvernement et au peuple éthiopiens pour l'hospitalité et l'accueil réservés aux participants. Il a aussi remercié le Secrétaire exécutif par intérim pour son allocution ainsi que le secrétariat de la Commission pour la qualité des documents établis en temps opportun pour la réunion du Comité.

28. Le représentant de la Tunisie dont le pays avait assumé la présidence de la quinzième réunion du Comité technique préparatoire plénier a rappelé qu'en adoptant, en 1994 le rapport préliminaire sur "le Programme cadre pour la mise en place et l'utilisation des capacités essentielles en Afrique", la Conférence des ministres avait exprimé la nécessité d'adopter un processus de concertation, d'analyse et de prise de décision sur des domaines aussi cruciaux que la sauvegarde, la promotion, l'utilisation rationnelle et optimale des capacités humaines, naturelles et institutionnelles du continent.

29. L'orateur a tout particulièrement déploré le fait qu'un grand nombre de pays africains vivaient dans la misère noire; que 60% des enfants africains n'étaient pas scolarisés ou avaient trop tôt quitté le système éducatif et que 14 000 enfants de la région mouraient chaque jour pour cause de malnutrition, de maladies, d'épidémies et d'autres fléaux. Il était également regrettable de constater que les ressources humaines, si indispensables au progrès de l'Afrique, étaient dilapidées dans des guerres qui empêchaient la stabilité nécessaire à la croissance et au développement de la région. A cet égard, la paix devrait être considérée comme une condition préalable à tout effort de développement.

30. Le représentant de la Tunisie a invité les Etats membres à trouver avec célérité et efficacité les moyens de mettre en oeuvre les différents programmes de développement stratégique adoptés par la Commission. Il a souligné que l'assistance de la communauté internationale ne devrait être qu'un appoint pour les efforts déployés par les Etats africains eux-mêmes. Il a souhaité au Comité plein succès dans ses travaux.

PREMIERE PARTIE

PERSPECTIVES DU DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE

Situation économique et sociale en Afrique, 1995 [point 4 a) de l'ordre du jour]

31. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.21/3 intitulé "Rapport sur la situation économique et sociale en Afrique, 1995". Dans son évaluation des résultats économiques de l'Afrique en 1994 et des perspectives pour 1995, le Comité a noté que le taux de croissance de 2,4% réalisé en 1994 ne faisait que confirmer le modeste redressement qui avait été amorcé en 1993, sans pour autant montrer aucun signe tangible de recul de la récession qui s'était installée dès 1990. Malgré une progression du PIB à un taux annuel moyen de 1,4% au cours de la période 1990-1994, le revenu par habitant avait baissé de 1,6% en moyenne au cours de la même période par suite de l'accroissement particulièrement rapide de la population. La persistance de la crise économique en Afrique transparaissait dans le fait que la pauvreté s'étendait aux zones tant rurales qu'urbaines, avec comme conséquence l'érosion continue du tissu social.

32. Le Comité a indiqué qu'il existait des disparités au niveau des résultats économiques entre les sous-régions et les pays, mais aussi qu'un nombre de plus en plus grand de pays avait enregistré des taux de croissance bien supérieurs à la moyenne régionale. L'Afrique centrale était la seule sous-région à avoir connu un taux de croissance négatif du PIB qui avait régressé de - 5% en 1993 à - 5,4% en 1994. L'Afrique du Nord avait enregistré un taux de croissance de 4%, taux particulièrement élevé lorsqu'on le comparait à celui obtenu les deux années précédentes. Les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe étaient lentement sortis de la sécheresse qui s'était abattue sur eux en 1992 et avaient enregistré respectivement des taux de croissance de 1,6 et 0,4% en 1994 alors que ceux de 1993 étaient négatifs. Bien qu'ayant obtenu le taux de croissance annuel moyen le plus élevé de la région pour la période 1990-1993, les taux observés au niveau des pays de l'Afrique de l'Ouest avaient vu ce taux reculer de 1,9% en 1994 contre une progression de 4% en 1993.

33. Le Comité a fait observer qu'un certain nombre de facteurs associés aux faiblesses structurelles des économies africaines continuaient d'avoir des effets pervers sur la performance économique globale de ces

pays avec des variations entre sous-régions, pays et même secteurs de production. Alors que les conditions climatiques et les catastrophes naturelles avaient gravement affecté les niveaux de la production agricole et ainsi que les cultures de rente dans certaines sous-régions, les guerres civiles, les bouleversements sociaux suivant la transition politique, les difficultés relatives à la mise en oeuvre des réformes économiques, l'incohérence de certaines réorientations des politiques économiques, la baisse du soutien international aux efforts de développement de l'Afrique, le fardeau de la dette ainsi que l'environnement économique international défavorable, constituaient autant de facteurs continuant de peser lourdement sur de nombreuses économies en Afrique. Toutefois, le principal handicap résidait dans l'incapacité de ces économies à opérer une transformation radicale des structures de production héritées de la colonisation pour être en mesure de faire face aux exigences d'un développement durable et autonome et de promouvoir la transition vers une société industrielle et technologique moderne.

34. Le Comité s'est dit préoccupé par la chute de la production agricole de l'Afrique dont le taux de croissance de 2,1% en 1994 était en baisse de 1,6 point par rapport à 1993. La situation agricole générale enregistrée en 1994 s'était certes nettement améliorée par rapport à celle de 1993; toutefois, certains pays avaient souffert des aléas climatiques qui avaient eu des effets désastreux sur leurs cultures. A l'instar du troisième trimestre de 1993, le premier trimestre de 1994 avait été marqué par un important déficit pluviométrique en Afrique centrale, de même qu'en Afrique de l'Est et en Afrique australe. De ce fait, une dizaine de pays connaissant un déficit vivrier pendant le premier semestre de 1994 avaient été obligés de recourir à des importations de produits alimentaires et à l'aide internationale. En ce qui concerne les cultures commerciales, les incitations par le relèvement des prix à la production ne s'étaient pas encore traduites par des augmentations significatives de la production en dépit de la légère reprise constatée sur les marchés de produits comme le café et le cacao.

35. Le Comité a noté qu'une fois de plus la performance des industries extractives avait pâti des conditions d'exploitation défavorables qui avaient prévalu dans les pays producteurs et de l'évolution des cours sur les marchés mondiaux. La production minière accusait une baisse régulière depuis 1992 en raison, d'une part de la crise dans laquelle étaient plongés certains grands pays producteurs et d'autre part de l'absence d'investissements de croissance ou de renouvellement. Même l'Afrique du Sud qui se trouvait être le principal producteur de la région avait enregistré un recul de 5,5% de sa production minière en 1994. Le niveau de la production pétrolière en 1994 était demeuré identique à celui de 1993. Cette stagnation était liée aux contraintes imposées par les mécanismes de régulation de la production mondiale et/ou à la saturation des capacités de production dans certains pays. Les cours des minéraux et des minerais s'étaient raffermis alors que ceux des produits pétroliers tels que le Brent avaient chuté en moyenne de 7%.

36. Le Comité a estimé que l'évolution du secteur extérieur était inquiétante. Cette inquiétude se justifiait d'autant plus que l'Afrique devait relever de nouveaux défis du fait de la libéralisation du marché mondial avec l'entrée en vigueur des accords issus du Cycle d'Uruguay. Les échanges commerciaux de l'Afrique avec le reste du monde continuaient à être dominés par les exportations de produits primaires et les importations de produits manufacturés. En termes réels (aux prix de 1990), les recettes d'exportation avaient augmenté de 4% en 1994, reflétant ainsi un accroissement de 2,6% du pouvoir d'achat contre une baisse de 4,8% en 1993. La valeur des importations avait augmenté de 6,5%. Les programmes de diversification lancés par plusieurs gouvernements et qui constituaient un des principaux axes de leurs stratégies de développement ne semblaient pas produire l'ensemble des effets escomptés à cause de la persistance de certains obstacles tels que la persistance de pratiques commerciales et l'impact défavorable des programmes d'ajustement structurel sur les programmes de diversification.

37. Le Comité a noté que le fardeau de la dette de l'Afrique s'était alourdi. La dette extérieure de l'Afrique qui était estimée à 312,2 milliards de dollars E.-U. et qui augmentait à un rythme beaucoup plus lent que celui enregistré pour les autres régions en développement, était la plus lourde et le facteur le plus contraignant, considérée sur le plan du financement du développement. L'encours de la dette tendait inexorablement à absorber le PIB du fait de la capitalisation des arriérés de paiements alors que les ponctions opérées sur les maigres recettes d'exportation continuaient de priver les opérateurs économiques des ressources en devises qui leur étaient nécessaires pour importer des biens d'équipement et des pièces de rechange. Le faible impact de la stratégie internationale de traitement de la dette sur la crise de la dette de l'Afrique exigeait un recentrage des mesures d'allègement de la dette prenant en compte la spécificité de la crise financière en Afrique.

38. Le Comité s'est inquiété de la détérioration persistante des indicateurs sociaux. La pression démographique en Afrique imposait des limites à la gestion rationnelle des ressources et aggravait la dégradation de l'environnement. Elle créait des problèmes sociaux sur les plans du logement, de l'assainissement, de la santé et l'éducation soumettant à une pression insupportable les infrastructures urbaines existantes et vieillissantes. Les solutions apportées par les pays à ces problèmes seraient conditionnées par les ressources engagées dans le cadre de politiques sociales appliquées conformément aux objectifs globaux de développement.

39. Le Comité a fait observer qu'en 1995, les perspectives économiques de l'Afrique seraient une fois de plus déterminées par le contexte économique international et par l'évolution dans les pays mêmes. Sur le plan intérieur, le règlement des conflits et le désamorçage des tensions découlant du processus de démocratisation long et instable devraient permettre de consolider la stabilité politique sur le continent. Toutefois, la production de certains secteurs d'activité continuerait à dépendre des conditions climatiques.

Si les signes défavorables enregistrés dans le Maghreb et dans certains pays de l'Afrique australe ainsi que dans la Corne de l'Afrique persistaient, la production agricole ne progresserait que légèrement, d'environ 2,7%. Sur le plan extérieur, le raffermissement projeté des cours du café et du cacao de même qu'une hausse des prix des métaux et des minéraux devraient contribuer à accroître les recettes d'exportation et favoriser la reprise des investissements. Sur la base de ces hypothèses, le PIB de la région pourrait augmenter de 3% en 1995.

40. Le Comité a noté que le rapport avait mis un accent tout à fait justifié sur les questions sociales cette année. Il convenait de saluer ce fait qui contrastait nettement avec le passé où l'accent était presque exclusivement mis sur les questions économiques. Toutefois, le Comité constatait que certaines autres questions importantes avaient été soit omises soit à peine abordées dans le rapport. Par exemple, le rapport ne faisait aucune mention de l'Ordre du jour du Caire sur la relance du développement économique et social de l'Afrique. Les questions de justice sociale, de participation populaire et d'égalité entre l'homme et la femme ainsi que les problèmes des personnes âgées et des handicapés n'avaient pas non plus été analysés. Le rapport aurait également dû mettre l'accent sur les progrès enregistrés en matière de réinsertion sociale des réfugiés rapatriés dans plusieurs pays africains. Il a toutefois été indiqué que plusieurs de ces questions seraient examinées de manière détaillée dans l'Etude annuelle des conditions économiques et sociales de l'Afrique qui serait distribuée après la Conférence. Le présent rapport était une version abrégée de l'Etude des conditions économiques et sociales de l'Afrique.

41. Le Comité a également noté avec intérêt l'accent mis dans le rapport sur la question de la diversification des économies africaines. La diversification est un élément essentiel pouvant rendre les économies africaines compétitives. Le Comité a fait observer que l'amélioration de la compétitivité de l'Afrique dans l'économie mondiale pourrait être accélérée par l'amélioration des normes et du contrôle de la qualité de ses produits. Il était par conséquent essentiel que les institutions africaines intervenant dans ces domaines soient soutenues.

42. Certains représentants ont signalé certaines inexactitudes qui entachaient les données fournies dans le rapport. Celles-ci avaient trait aux données relatives à leurs pays, notamment aux montants des déficits budgétaires; aux taux de croissance économique - dans l'un des cas relevés, l'erreur sur ce paramètre avait été attribuée aux disparités entre les taux de change utilisés; et aux taux de croissance de la valeur ajoutée de l'industrie de transformation et des produits de base. Certains des représentants ont indiqué qu'ils fourniraient au secrétariat des données exactes et plus récentes sur leurs pays.

43. Le Comité a pris acte du rapport à la lumière des observations mentionnées ci-dessus.

Perspectives concernant la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine et autres questions relatives à la coopération et à l'intégration régionales [point 4 b) de l'ordre du jour]

44. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.21/4 intitulé "Mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine : progrès enregistrés et perspectives".

45. Le Comité a noté que le document s'inscrivait dans le cadre du processus de réflexion engagé sur les propositions soumises antérieurement au Comité technique préparatoire plénier au cours des années précédentes, en vue de la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine. Le Comité a pris acte des différentes activités entreprises par le secrétariat conjoint OUA/CEA/BAD dans le cadre de la mise en oeuvre du Traité. Il a noté en outre que le Traité était entré en vigueur le 12 mai 1994 et qu'à ce jour 37 Etats l'avaient ratifié, et que plusieurs projets et avant-projets de protocoles étaient soit en cours d'examen par le Comité directeur permanent de l'OUA, soit sur le point d'être soumis à la lecture dudit Comité. C'était particulièrement le cas du projet de protocole sur la santé qui allait être examiné par les ministres africains de la santé. Sur ce plan, plusieurs études sectorielles avaient été menées dans les différentes sous-régions sur le développement des infrastructures, la production et la libéralisation des échanges.

46. S'agissant de l'harmonisation et de la rationalisation des institutions sous-régionales d'intégration économique, le Comité a pris note du fait que, contrairement aux démarches proposées par le passé qui préconisaient la fusion immédiate de certaines institutions et la suppression d'autres (approche qui s'était avérée peu réaliste), le rapport présenté à la présente réunion du TEPCOW recommandait une approche graduelle. Cette nouvelle approche devrait aboutir à l'intégration physique et à celle des systèmes de production, conduisant en définitive aux mêmes résultats que les démarches proposées par le passé.

47. Le Comité a noté que la fixation des règles d'origine des produits devant être échangés au sein de ces communautés devait être compatible avec les exigences des pays membres, en particulier concernant le critère de répartition du capital entre nationaux et étrangers. Certains pays avaient supprimé les clauses obligatoires du critère de répartition du capital qui stipulaient que les nationaux détiennent la majorité des actions dans les entreprises commerciales établies dans leurs pays. Cela avait pour but d'attirer les investissements étrangers. Le Comité a fait observer que le COMESA avait, depuis 1986, supprimé cette condition dans la détermination des règles d'origine des produits. Actuellement, l'accent était plutôt mis sur la valeur locale ajoutée aux produits. Le Comité a, en outre, pris note de la proposition tendant à ce que le certificat d'origine soit simplifié et uniformisé et que les règles d'origine et les nomenclatures douanières soient unifiées.

48. Concernant la rationalisation des institutions parrainées par la CEA, il avait été demandé aux Etats membres de se prononcer sur les propositions soumises par le secrétariat. A ce jour, six pays seulement avaient répondu. Le Comité a instamment demandé aux pays qui ne l'avaient pas encore fait de communiquer par écrit leurs points de vue sur ces propositions au Comité des Dix qui se réunirait en marge des travaux de la présente réunion du TEPCOW.

49. Le Comité a pris acte de l'importance d'un système de compensation efficace et équitable pour la réussite du processus d'intégration économique. Pour les groupements sous-régionaux africains, un taux de compensation de l'ordre de 60% pourrait répondre à ce souci, tant que les fonds ainsi produits seraient affectés à des projets d'investissement, en vue d'améliorer les systèmes de production des pays bénéficiaires. Il était évident que, pour être efficace, tout système d'intégration devait être assorti d'autres mesures d'accompagnement. Celles-ci seraient notamment l'adoption d'un tarif extérieur commun qui permettrait une protection sélective et effective, la simplification de la fiscalité intérieure indirecte (notamment par l'adoption d'un système de taxe à la valeur ajoutée susceptible de réduire et de supprimer en fin de compte les effets cumulatifs de certains régimes fiscaux), ainsi que la mise en place d'un système de tarification qui serait dans l'intérêt mutuel des opérateurs économiques et des consommateurs et ne nuirait pas à la compétitivité des produits faisant l'objet d'échanges intracommunautaires.

50. Pour ce qui était de la problématique du financement de l'intégration en Afrique, le Comité a pris acte de l'impérieuse nécessité d'instaurer des mécanismes de mobilisation de ressources intérieures. L'expérience de certaines sous-régions avait montré que la mobilisation de telles ressources passerait par un prélèvement sur une assiette aussi large que possible, en ayant recours par exemple au prélèvement à l'importation frappant les produits originaires de pays tiers. Le taux du prélèvement serait fixé en fonction des besoins financiers et de l'importance de l'assiette. En tout état de cause, les perspectives de l'intégration en Afrique dépendraient des moyens que les Etats membres voudraient bien y consacrer dans la mesure où les ressources extérieures ne feraient que compléter les efforts consentis par les pays africains eux-mêmes. A cet égard, le Comité a pris note de la proposition selon laquelle les fonds pour l'intégration proviendraient en partie des contributions égales fixées pour les Etats membres et en partie de montants fixés au prorata de leur PIB. Une telle solution était essentielle pour éviter de tomber dans le piège de la dépendance et échapper aux aléas du financement extérieur. Pour ce faire, le Comité a demandé au secrétariat conjoint OUA/CEA/BAD, aux communautés sous-régionales et aux Etats africains d'accorder toute la priorité requise à l'harmonisation et à la rationalisation des groupements sous-régionaux et à la mobilisation des ressources nécessaires pour le financement de l'intégration.

51. Le Comité a exprimé sa préoccupation devant la lenteur du processus d'intégration en Afrique. Malgré les initiatives proposées au cours de ces dernières années sur l'approche à adopter, les Etats membres

semblaient réticents à se lancer dans un processus accéléré d'intégration comme en témoignait le temps qu'avait pris la ratification du Traité d'Abuja par le nombre requis de pays pour son entrée en vigueur. Pour accélérer la mise en oeuvre du Traité d'Abuja, le Comité était d'avis que le secrétariat conjoint OUA/CEA/BAD devrait entreprendre une campagne de popularisation du Traité auprès des différentes couches sociales, notamment les opérateurs économiques du secteur privé qui gagneraient à voir ce projet réussir. Le Comité a souligné la nécessité d'apporter un soutien au renforcement de tous les groupements sous-régionaux d'intégration et d'harmoniser les législations nationales avec les dispositions du Traité d'Abuja. Il importait en même temps que chaque pays africain soutienne la communauté économique sous-régionale à laquelle il appartient et ratifie le Traité. Le Comité a aussi recommandé au Comité directeur permanent de l'OUA d'accélérer l'examen des différents protocoles pour qu'ils entrent en vigueur le plus tôt possible.

52. Tout en se félicitant des initiatives récentes consistant à associer les communautés économiques sous-régionales à l'examen des questions relatives au développement socio-économique de l'Afrique, dans des instances telles que la Conférence internationale sur les effets de l'Accord issu du Cycle d'Uruguay sur les économies africaines, et la dernière session extraordinaire du Conseil des ministres de l'OUA sur la situation économique et sociale de l'Afrique, le Comité a proposé que ces communautés économiques sous-régionales soient davantage associées aux discussions ultérieures en rapport avec le Traité d'Abuja et particulièrement les différents protocoles y relatifs.

53. Etant donné qu'un protocole sur le Fonds de solidarité, de développement et de compensation était en cours d'élaboration, le Comité a juste pris note des dispositions extrêmement pertinentes ayant trait à la compensation contenues dans le document à l'étude, puisque leur adoption définitive ne devrait intervenir que lorsque le protocole y afférent aurait été discuté et adopté par les organes compétents.

54. Le Comité a pris acte des propositions contenues dans le rapport.

Programme-cadre pour la mise en place et l'utilisation des capacités cruciales en Afrique : rapport intérimaire [point 4 c) de l'ordre du jour]

55. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.21/5 intitulé "Programme-cadre pour la mise en place et l'utilisation des capacités cruciales en Afrique : rapport intérimaire". Les participants se sont tous félicités de ce rapport qu'ils considéraient comme pertinent eu égard à leurs préoccupations en matière de développement. Le Comité a examiné les différents aspects de la mise en place des capacités cruciales : là où elles n'existaient pas, là où elles devaient être renforcées et leur utilisation rationnelle, des aspects qui étaient tous d'une importance cruciale pour que l'Afrique soit

pleinement intégrée dans le système économique mondial hautement compétitif instauré en vertu de l'Accord de l'Uruguay Round conclu lors des négociations commerciales multilatérales du GATT de l'année précédente.

56. Le Comité a noté que le thème de sa seizième réunion et de la vingt et unième réunion de la Conférence des ministres était la mise en place et l'utilisation des capacités cruciales en Afrique, qui avait également été le thème de la Conférence des ministres de l'année précédente. Il a réaffirmé que l'entrave à une croissance économique soutenue et au développement dans les pays africains résidait dans l'absence de mesures systématiques visant à assurer la mise en place, le renforcement et l'utilisation rationnelle des capacités cruciales. Le Comité a réaffirmé qu'il faisait sien le concept d'un Programme-cadre élargi dont l'objectif serait d'axer les efforts et les stratégies, aux niveaux national, sous-régional, continental et international, sur la tâche et les objectifs en matière de mise en place des capacités.

57. Il a été noté, à des fins opérationnelles, que la Conférence précédente avait identifié huit domaines prioritaires en matière de mise en place des capacités, à savoir : L'appui institutionnel pour une bonne gestion des affaires publiques, les droits de l'homme, la stabilité politique, la paix et la sécurité; l'analyse judicieuse des politiques socio-économiques et une bonne gestion du développement; la mise en valeur des ressources humaines; la capacité de gestion des entreprises dans les secteurs privé et public; la mise en place des infrastructures matérielles; l'exploitation des ressources naturelles et la diversification des économies africaines en vue de la transformation et de la fabrication; la production alimentaire et agricole durable et la mobilisation et l'affectation judicieuses des ressources financières. Dans le Programme-cadre serait proposé un programme d'action régional dont les éléments seraient les mesures et les activités requises dans chacun des domaines prioritaires. Ce programme d'action devrait néanmoins être suffisamment flexible pour pouvoir être mis en oeuvre par les Etats membres individuellement compte tenu de leur propre ordre de priorités en matière de mise en place des capacités. A cet égard, le Comité a pris note des préférences spécifiques exprimées par les Etats membres mais a en outre noté que les huit domaines prioritaires dans le Programme-cadre n'étaient énumérés dans aucun ordre de priorité, ce qui laissait ainsi le choix aux Etats membres de déterminer les priorités. Dans ce programme, des mesures concrètes seraient proposées pour suivre la mise en oeuvre du programme d'action au niveau régional.

58. Le Comité a noté que le document examiné n'était qu'un rapport intérimaire établi en application de la résolution 771 (XXIX) de la Conférence des ministres précédente qui avait demandé au secrétariat d'entreprendre, entre autres, d'autres études pour renforcer le Programme-cadre et proposer des modalités pour la mobilisation des ressources en vue d'appuyer le programme d'action. A cet égard, un certain nombre de mesures à court terme avaient été prises en application de la résolution. Des missions d'études avaient notamment été effectuées au Ghana (capacités en matière d'analyse des politiques); à Maurice (mise

en valeur des ressources humaines); au Maroc (infrastructures matérielles); au Nigéria (gestion des entreprises) et au Zimbabwe (production alimentaire et agricole et ressources naturelles et industries). Toutefois, des missions devaient encore être effectuées dans deux domaines prioritaires - mise en place d'institutions pour une bonne gestion des affaires publiques, mobilisation et affectation des ressources financières.

59. Il a été noté que les critères régissant le choix des pays pour les missions d'étude dérivait des enseignements et des données d'expérience qui pouvaient être appliqués à d'autres pays africains dans des domaines spécifiques de la mise en place des capacités. A cet effet, des monographies devraient fournir des réponses à un certain nombre de questions. Il s'agissait notamment des questions ci-après : quelles mesures et activités étaient entreprises en ce qui concerne les aspects humain, institutionnel et infrastructurel de la mise en place des capacités dans un domaine prioritaire spécifique; comment avaient évolué les relations entre l'Etat et le secteur privé; quels moyens de communications avaient été établis entre les deux pour promouvoir leur collaboration en vue de la promotion d'un développement accéléré et durable; quelles mesures étaient appliquées pour améliorer le cadre des politiques; dans quelle mesure les marchés participaient-ils à la fixation des prix et dans quelle mesure les distorsions avaient-elles été éliminées; quelles étaient les mesures en cours d'application pour améliorer l'efficacité, la productivité et la compétitivité internationale, etc.

60. Le Comité a noté que les principes directeurs qui étayeraient le programme d'action proposé étaient notamment les suivants : cadre politique et social favorable; cadre macro et micro-économique propice; nécessité de redéfinir le rôle et les responsabilités du gouvernement vis-à-vis des populations, leurs institutions et le secteur privé; coopération et intégration économiques régionales; nécessité d'assurer la protection de l'environnement; nécessité de prendre dûment compte de la dualité homme-femme dans la mise en place des capacités; nécessité de lutter contre la pauvreté en ciblant les couches socio-économiques défavorisées et nécessité d'encourager la mobilisation des ressources financières auprès de sources intérieures et extérieures et d'améliorer leur affectation aux différents domaines de la mise en place des capacités. Des approches novatrices ont été préconisées pour mobiliser des ressources et associer pleinement les collectivités locales aux efforts de mise en place des capacités dans leurs propres localités. Le représentant du Kenya a indiqué que son pays était disposé à faire profiter d'autres pays africains de son expérience en matière de mobilisation de ressources. Il était également d'une nécessité impérieuse d'identifier les capacités existantes et d'en tirer pleinement profit avant de s'empresse de mettre en place de nouvelles capacités. Chacun des domaines prioritaires serait régi par ces principes.

61. Il a été noté que le programme d'action pour la mise en place des capacités, qui consisterait en des mesures et en des activités exécutées aux niveaux national, sous-régional et continental, devrait être appuyé

par un programme de coopération technique. Un tel programme associerait les partenaires bilatéraux extérieurs de l'Afrique, les institutions et programmes du système des Nations Unies y compris les institutions de Bretton Woods, d'autres organisations multilatérales et des organisations non gouvernementales extérieures participant au développement de l'Afrique. Il était par conséquent nécessaire de fonder le Programme-cadre sur un consensus et un partenariat élargis à tous ceux qui seraient appelés à jouer un rôle significatif dans sa mise en oeuvre et ce, à tous les niveaux. C'était dans ce contexte que le Comité a examiné le calendrier proposé pour la mise sous forme finale du Programme-cadre. Il fallait pour cela que des séminaires internes soient organisés au secrétariat avant la fin du mois de juin 1995; qu'une réunion interinstitutions soit organisée pour examiner le projet de programme avant le mois de juillet; qu'une réunion de groupe spécial d'experts africains et non africains se tienne au début du mois de septembre; que le projet de document soit distribué aux Etats membres avant le mois d'octobre pour recueillir leurs observations, commentaires et propositions en vue d'une amélioration dudit projet de document; que le document soit élaboré sous sa forme définitive en décembre 1995 et que le Programme-cadre soit officiellement lancé en janvier 1996. Le Comité a fait remarquer que le calendrier proposé était certes utile pour inciter le secrétariat à accélérer l'élaboration du Programme-cadre mais qu'il pourrait néanmoins s'avérer trop optimiste.

62. Le Comité a également souligné l'importance de la coopération régionale dans différents domaines prioritaires de la mise en place des capacités, tels que l'acquisition de savoir-faire en matière de planification et de gestion du développement économique et social, la mise en valeur des ressources humaines grâce à la formation, l'exécution de projets et la science et la technologie notamment l'information et la télématique. A cet égard, le Comité a noté que la République arabe d'Egypte avait créé un centre d'information et de prise de décision qui s'était engagé à mettre l'Afrique sur "l'autorité de l'information" et qui possédait des services d'experts sur l'informatique, la gestion de la dette, la gestion des bases de données socio-économiques et leur application à la formulation de politiques. Des centres d'excellence comme celui-ci joueraient un rôle de coordination en ce qui concerne le partage des données d'expérience entre pays africains par le biais de la formation et de la mise en commun des ressources en vue de la mise en place des capacités. Une autre approche que le Comité a citée à cet égard a été la création de réseaux reliant des institutions nationales de mise en place de capacités, notamment des instituts de formulation de politiques qui seraient créés au niveau national avec un appui initial de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) implantée à Hararé. Le Comité a fait sienne la proposition tendant à créer aux niveaux national, sous-régional et régional des "groupes de réflexion" qui seraient chargés de traiter des problèmes de développement de l'Afrique et de faire des propositions en matière de politiques. Faisant remarquer que le BIT avait aidé certains pays africains à mettre en place des réseaux pour l'emploi, le Comité a indiqué que des réseaux identiques pourraient être établis d'abord au niveau national puis aux niveaux sous-régional et continental dans les domaines prioritaires de la mise en place de capacités.

63. Le Comité a également mis l'accent sur le volet du renforcement des institutions relatif à la mise en place de moyens humains dans le domaine de la gestion du développement national. Il a été indiqué que le manque de motivation, le faible niveau des rémunérations qui était souvent en deça du coût de la vie, l'insuffisance des incitations et, parfois, les retards de paiement des salaires avaient pour conséquences des comportements peu professionnels, l'indiscipline, l'absentéisme du fait que les employés du secteur public recherchaient d'autres sources de revenus, un taux élevé de rotation du personnel et l'exode des compétences. Il en avait résulté une faible productivité du personnel et une mauvaise gestion socio-économique, avec pour corollaire une perte de compétitivité sur le plan international. Alors que des Africains hautement qualifiés étaient sous-utilisés ou émigraient en Europe et en Amérique, plus de 10 000 experts techniques étrangers étaient employés chaque année dans les pays africains à un coût estimé à 4 milliards de dollars E.-U. A cet égard, le Comité a préconisé d'utiliser davantage d'experts et de consultants locaux dans les programmes bilatéraux et multilatéraux de coopération technique. Une utilisation à plus grande échelle des experts africains locaux était primordiale pour mettre en valeur les compétences humaines cruciales en Afrique, ceux-ci faisant par la pratique l'apprentissage et pour faire des programmes de mise en place de capacités la propriété véritable des pays africains. En outre, il fallait d'urgence trouver les moyens de motiver le personnel pour éviter l'affaiblissement de ces capacités. Le Comité a recommandé que l'attention voulue soit accordée à ce problème dans le Programme-cadre.

64. S'agissant de la mise en valeur des ressources humaines, le Comité a souligné combien il était important de dispenser un enseignement de qualité visant à doter les étudiants terminant leurs études, de compétences propres à assurer l'autonomie et la productivité économique, même s'ils n'avaient reçu que l'éducation de base. Etant donné que le nombre d'ingénieurs, de scientifiques et de techniciens était un important indicateur du niveau ou du potentiel de développement économique par le biais de l'industrialisation, le Comité a souligné la nécessité pour les pays africains de promouvoir l'éducation et la formation dans ces domaines. Toutefois, la transformation industrielle exigeait également des infrastructures efficaces, notamment en matière d'énergie, de télécommunications et de transports. A cet égard, le Comité était d'avis que dans le Programme-cadre, la mise en place de capacités pour la science et la technologie devrait en soi constituer un domaine prioritaire distinct ou occuper une place de choix dans les huit domaines prioritaires définis. L'accent a été également mis sur la nécessité pour les pays africains de promouvoir le développement de leurs secteurs privés respectifs. A cet égard, le Comité a pris note des activités passées et actuelles du BIT et de l'ONUDI visant à promouvoir l'esprit d'entreprise et le développement industriel dans les pays africains.

65. Le Comité a accueilli favorablement l'offre faite par l'ONUDI de collaborer avec le secrétariat de la CEA, en particulier en fournissant des ressources matérielles et des connaissances techniques pour la mise au point finale du Programme-cadre notamment dans les domaines liés à la transformation industrielle, à

savoir les capacités humaines, l'entreprise privée, le développement industriel, la production alimentaire et agricole et la mobilisation des ressources financières. Il a également pris note de la proposition de la CNUCED tendant à ce qu'un projet du Programme puisse être utilisé par les PMA d'Afrique dans le cadre de leur contribution à la réunion du Groupe intergouvernemental de haut niveau sur les pays les moins avancés qui se tiendrait à New York en septembre/octobre 1995.

66. Le Comité a indiqué qu'il fallait traiter séparément les questions relatives à la mise en place de capacités pour accroître la production alimentaire et agricole et celles relatives à la mise en place de capacités pour le développement rural, ce dernier volet couvrant un champ plus large qui englobait l'agriculture, l'industrie rurale et la création d'entreprises en milieu rural.

67. Le Comité a pris note des besoins particuliers des pays qui sortaient de plusieurs années de conflits internes et qui avaient totalement détruit leurs capacités essentielles. Alors qu'ils s'efforçaient de rétablir la paix et la stabilité, la tâche à laquelle ces pays étaient confrontés consistait à trouver les moyens de reconstituer leurs capacités dans tous les domaines prioritaires qui devaient figurer dans le Programme-cadre. Ils se heurtaient en premier lieu à des difficultés pour mobiliser les immenses ressources dont ils avaient besoin. Par nécessité, ces pays devaient dépendre, dans une large mesure, des autres pays africains et des partenaires extérieurs en raison de la désintégration totale de leurs économies causée par des conflits dévastateurs. Faisant remarquer que le Programme-cadre constituerait un important document de référence pour la reconstitution des capacités des pays africains sortant d'une période de conflits, le Comité a indiqué que le Programme devrait tenir compte des besoins particuliers de ces pays en leur servant de point de référence dans leurs négociations avec les partenaires et les donateurs extérieurs intervenant dans leur reconstruction. Le Comité a également fait observer que la mise en place de capacités humaines offrait un nouvel espoir aux millions d'Africains déplacés pendant de longues périodes par des conflits dans leur propre pays et qu'elle contribuerait considérablement à la reconstruction après le rétablissement de la paix.

68. Le Comité a préconisé que le Programme-cadre soit lié à toutes les initiatives importantes existantes relatives au développement de l'Afrique telles que le Programme d'action du Caire pour la relance du développement économique et social de l'Afrique et le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90. A cet égard, il a été indiqué que le Programme du Caire, qui portait sur les mesures à prendre par les pays africains pour utiliser davantage leurs propres ressources, fournissait le cadre politique nécessaire alors que le Programme-cadre traitait des questions techniques et d'orientation relatives à la mise en place de capacités. Le Comité a également recommandé que le Programme-cadre soit lancé dans le contexte du cinquantenaire de l'Organisation des Nations Unies qui serait célébré à la fin de cette année.

69. Le Comité a pris acte du rapport intérimaire.

DEUXIEME PARTIE

COOPERATION REGIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Préparation et suivi des conférences et programmes régionaux et internationaux [point 5 a) de l'ordre du jour]

70. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.21/6 (première et deuxième parties et Additif 1) intitulé "Préparation et suivi des conférences et programmes internationaux" qui était le document de base pour les points 5a) i) à viii).

Session extraordinaire du Conseil des ministres de l'OUA sur les questions économiques et sociales en Afrique [point 5 a) i) de l'ordre du jour]

71. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a noté que le document de l'OUA n'était pas disponible et demandé qu'au moins un projet dudit document soit fourni aux participants afin de leur permettre de donner un aperçu sur la question à leur ministre. Le Comité était d'avis que malgré l'orientation essentiellement politique du document, il avait une portée fondamentalement socio-économique. Par conséquent, la mise en oeuvre des mesures concernant les questions qui y étaient traitées ne pouvait être confiée ni à l'OUA, étant donné l'insuffisance de ses ressources humaines et financières, ni à la CEA, étant donné son appartenance à l'Organisation des Nations Unies. Le Comité a donc préconisé que les ministres africains des affaires étrangères et de la planification économique décident des institutions qui seraient chargées de la mise en oeuvre de ces mesures.

Conférence internationale sur la population et le développement [point 5 a) ii) de l'ordre du jour]

72. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a indiqué que le Programme d'action du Caire adopté à cette conférence avait tenu compte des questions traitées dans la Déclaration de Dakar/Ngor sur la population, la famille et le développement durable adoptée à troisième Conférence africaine sur la population (1992). Le Comité a souligné que le défi que devaient relever les Etats membres était d'appliquer les mesures de suivi définies dans les deux cadres de développement.

73. Le Comité a rappelé que la Conférence africaine sur la population à sa troisième réunion avait établi un comité de suivi de la mise en oeuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor. A sa première réunion, tenue

à Addis-Abeba en mars 1994, ce Comité avait donné pour directive d'organiser deux ateliers d'experts et d'ONG qui seraient chargés de se pencher sur la mise en oeuvre des recommandations de la Déclaration. Le secrétariat conjoint CEA/OUA/BAD avait déjà pris les premières mesures préparatoires pour que les deux ateliers puissent se tenir au cours de la deuxième semaine de juin 1995 à la Banque africaine de développement, à Abidjan (Côte d'Ivoire). Les recommandations de ces ateliers seraient transmises par la suite aux Etats membres. Le Comité a noté que la deuxième session du Comité de suivi était prévue au début de l'année 1996.

74. En outre, le Comité a noté que l'Assemblée générale des Nations Unies avait adopté le Programme d'action issu de la Conférence internationale sur la population et le développement et avait réactivé la Commission de la population, qu'elle avait chargée de suivre la mise en oeuvre de ce programme. Le Comité a noté que, par ailleurs, le Secrétaire général de la Conférence internationale sur la population et le développement avait créé une équipe spéciale interinstitutions chargée de coordonner la mise en oeuvre du Programme d'action.

Sommet mondial pour le développement social [point 5 a) iii) de l'ordre du jour]

75. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a fait observer que le Sommet mondial pour le développement social, tenu en mars 1995, avait eu principalement pour objet de permettre d'établir des objectifs et de définir des politiques et des mesures prioritaires répondant aux préoccupations des pays dans le domaine du développement social. En outre, le Sommet avait permis d'adopter une déclaration et un programme d'action contenant un certain nombre d'engagements.

76. Parmi les engagements pris par les chefs d'Etat et de gouvernement au Sommet mondial de Copenhague, figuraient les suivants :

- a) Instauration d'un environnement économique, politique, social, culturel et juridique propice au développement social;
- b) Lutte contre la pauvreté;
- c) Mise en valeur des ressources humaines en Afrique et dans les pays les moins avancés (PMA);
- d) Accroissement des emplois productifs et des revenus;

e) Promotion de l'intégration sociale, de la cohésion nationale, de la paix et de la stabilité politique;

f) Mobilisation de ressources pour la réalisation du programme d'action.

77. Le Comité a pris note des mesures recommandées par le Sommet mondial, en particulier de celles qui avaient trait à l'allègement de la dette, en particulier pour les PMA. Il a pris acte avec satisfaction de l'esprit de solidarité et de compréhension qui avait prévalu au sein du Groupe africain à tous les stades des travaux préparatoires et durant le Sommet. Il s'est aussi félicité de l'appui de la CEA aux Etats membres africains.

78. Le Comité a noté avec satisfaction que la Position commune africaine avait fortement influencé les conclusions du Sommet, notamment en ce qui concerne la remise de la dette et la lutte contre la pauvreté. Le Comité a fait observer que certains pays avaient déjà commencé de mettre en application le programme adopté à Copenhague et a demandé instamment que les pays qui ne l'avaient pas encore fait mettent au point le plus tôt possible des plans d'action nationaux.

79. Par ailleurs, le Comité a pris acte avec satisfaction de l'engagement pris par plusieurs institutions spécialisées et organismes des Nations Unies d'aider les pays africains dans les efforts qu'ils déploient pour réaliser leurs objectifs, en particulier dans les domaines de l'emploi et de la santé. Il a reconnu les difficultés de la collecte de données dans le secteur de l'emploi et a lancé un appel aux Etats membres et à leurs partenaires dans le développement pour qu'ils accordent une attention spéciale au développement social lors des affectations de ressources.

80. Le Comité a également fait valoir qu'il était important de mettre en place des dispositifs de suivi. Au niveau national, ces dispositifs devraient inclure tous les secteurs de la société civile et la Conférence des ministres africains responsables du développement humain devrait, en collaboration avec le Comité de suivi des Quinze, constituer des dispositifs de suivi au niveau régional. Le Comité a exprimé le voeu que la CEA assure le suivi de ce programme tout en tenant compte de la nécessité de protéger les valeurs culturelles du continent. Le Comité a engagé vivement le secrétariat conjoint CEA/OUA/BAD à collaborer avec les institutions spécialisées des Nations Unies et avec d'autres partenaires pour traduire le programme d'action en projets précis.

Quatrième Conférence mondiale sur les femmes [point 5 a) iv) de l'ordre du jour]

81. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a noté que, conformément à la résolution 36/8 de la Commission de la condition de la femme, relative à la préparation de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, la Conférence régionale africaine sur les femmes s'était tenue à Dakar (Sénégal), du 16 au 23 novembre 1994. Elle avait été précédée par une série de consultations aux niveaux sous-régional et régional. En outre, un Forum des ONG s'était tenu du 13 au 25 novembre 1994. Le Comité a pris note de la Plate-forme d'action africaine: Position commune africaine sur la promotion de la femme en Afrique, adoptée par la Conférence de Dakar.

82. Le Comité a pris acte des efforts déployés par les institutions des Nations Unies dans le cadre de la préparation de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, soulignant la nécessité d'une participation africaine effective à la Conférence de Beijing.

Deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) [point 5 a) v) de l'ordre du jour]

83. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a fait le point sur les travaux préparatoires de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II).

84. Le Comité a pris note de la Position commune africaine, adoptée à la réunion extraordinaire des ministres africains responsables des établissements humains dans la région de l'Afrique, qui s'était tenue à Nairobi (Kenya) le 30 mars 1994. Il a également pris acte des travaux préparatoires d'Habitat II et a engagé vivement la CEA à coordonner et à faciliter les activités régionales, à faire office de centre de liaison et à permettre aux Etats membres ayant des ressources institutionnelles et financières limitées à participer effectivement au processus préparatoire et à la Conférence.

Examen à mi-parcours de la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Paris pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés [point 5 a) vi) de l'ordre du jour]

85. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a pris note des progrès réalisés par les pays africains les moins avancés (PMA) dans la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Paris. Il a également noté que la communauté internationale procéderait à New York du 26 septembre au 6 octobre 1995 à un examen mondial à mi-parcours des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés. Le Comité a décidé de confier à un sous-comité la tâche de formuler une position commune africaine qui serait

présentée lors de la réunion de New York. Le sous-comité qui était ouvert à la participation de tous les pays était constitué d'un noyau central regroupant les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Ethiopie, Madagascar, Malawi, Niger, Ouganda, Rwanda, Soudan et Zambie.

Rapport sur la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF) [point 5 a) vii) de l'ordre du jour]

86. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a fait observer que le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 avait été adopté par l'Assemblée générale en décembre 1991 comme cadre de partenariat intégral entre l'Afrique et la communauté internationale. Le Comité a en outre noté que les principales conclusions de ce rapport avaient été présentées à la vingt-neuvième session de la Commission (document E/ECA/CM.20/3). Il a souligné l'importance du système des Nations Unies en tant que partenaire à part entière de l'Afrique pour la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour et a fait observer que le système des Nations Unies avait entrepris de renforcer la coordination et l'harmonisation en son sein, aussi bien dans le cadre de l'Equipe spéciale interinstitutions pour la relance économique de l'Afrique (UN-IATF) qu'au sein du Comité administratif de coordination (CAC).

Evaluation à mi-parcours de l'état de mise en oeuvre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNCTADA II) [point 5 a) viii) de l'ordre du jour]

87. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a fait observer que le programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNCTADA II) était mis en oeuvre depuis 1991. L'objectif à long terme était de mettre en place un système intégré efficace de transports et de communications qui servirait de base à l'intégration physique de l'Afrique de manière à faciliter le trafic national et international, encourager le commerce et parvenir à un développement économique auto-soutenu, tel qu'envisagé dans le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine.

88. Le Comité a noté que les principaux constats et conclusions de l'évaluation à mi-parcours de UNCTADA II que les ministres concernés avaient approuvé étaient les suivants :

a) Le programme de l'UNCTADA II devrait être axé sur les activités régionales et sous-régionales compte tenu de leurs caractéristiques en vue de l'intégration physique, de la communauté d'intérêts et de la rentabilité;

- b) Les activités du programme de l'UNCTADA II devraient être pleinement endogènes à tous les niveaux selon les ressources disponibles ou identifiées;
- c) Les activités au titre du programme de UNCTADA II devraient être ramenées à des niveaux réalistes;
- d) Les efforts devraient être axés uniquement sur les activités jugées les plus importantes pour le bien de la majorité des pays;
- e) L'accent devrait être mis sur la mise en commun des ressources intérieures pour l'exécution du programme;
- f) Un appel devrait être lancé à l'Assemblée générale des Nations Unies afin qu'elle augmente les ressources du budget ordinaire de la CEA pour la mise en oeuvre des activités au titre de UNCTADA II.

89. Le Comité a vivement engagé les Etats membres à entériner la résolution approuvée par les ministres africains des transports et des communications demandant que soient fournies des ressources supplémentaires dans le cadre du budget ordinaire afin de pouvoir exécuter les activités au titre de UNCTADA II et à ratifier l'accord relatif au Bureau des routes transafricaines.

90. Le Comité a pris acte du document E/ECA/CM.21/6 à la lumière des observations susmentionnées.

Commerce, financement du développement et coopération régionale [point 5 b) de l'ordre du jour]

91. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.21/7 intitulé «Relance de l'investissement privé en Afrique : politiques, stratégies et programmes». Le Comité a souligné l'importance de l'investissement dans la promotion de la croissance économique et de l'emploi. C'est pourquoi, il a préconisé que des mesures pratiques soient prises pour promouvoir les investissements directs intérieurs et étrangers.

92. Le Comité a fait observer que l'amélioration du climat de l'investissement en Afrique passerait invariablement par la création de cadres directeurs macro-économiques appropriés pour assigner au secteur public un rôle adéquat, à savoir, définir et mettre en place des trains de mesures d'encouragement appropriés; éliminer les obstacles que sont la dette intérieure et extérieure et l'impact de celle-ci sur les flux d'investissements vers l'Afrique; optimiser les taux de retour sur investissements; accroître l'investissement public en vue du développement humain et de la mise en place d'infrastructures; assurer la fiabilité grâce

à la stabilité politique, à un ensemble prévisible de règles et de réglementations et à la continuité dans la fourniture de devises pour les importations de facteurs de production et les transferts; développer l'intermédiation financière; élargir les marchés pour tirer parti des économies d'échelles, y compris la promotion du régionalisme en Afrique; et tenter d'améliorer l'image que le monde se fait de l'Afrique en minimisant les facteurs qui contribuent à donner une image négative du continent. Le Comité a noté que les Etats membres avaient déjà adopté la plupart des mesures qui étaient nécessaires pour créer un environnement favorable de nature à promouvoir aussi bien l'investissement direct intérieur que l'investissement direct étranger.

93. Le Comité a fait observer que si les flux des capitaux privés dans d'autres régions du monde avaient considérablement augmenté ces dernières années, l'Afrique n'en avait cependant pas été un grand bénéficiaire. Les flux de capitaux de portefeuille vers l'Afrique n'étaient pratiquement pas enregistrés et les investissements directs privés étaient faibles. C'est pourquoi, le Comité a vivement engagé les pays africains à prendre les mesures nécessaires pour promouvoir l'investissement, notamment assurer la stabilité politique, condition préalable à l'investissement étranger direct.

94. Le Comité a été informé qu'une Conférence/Forum international sur le thème «Relance de l'investissement privé en Afrique : Défis et opportunités» serait organisée à Accra (Ghana) du 7 au 10 novembre 1995 sous les auspices de quatre Chefs d'Etat et de gouvernement africains. Le Forum serait organisé par la CEA, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Centre pour le développement industriel (CDI), la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAD), l'Organisation de l'unité africaine (OUA), la Table ronde des hommes d'affaires africains, l'Union européenne (EU), la Banque islamique de développement (BID), la Coalition mondiale pour l'Afrique et d'autres organismes. L'objectif était de réunir les fonctionnaires des gouvernements africains à l'échelon le plus élevé, des hommes et des femmes entrepreneurs africains privés, des organismes des Nations Unies, des gouvernements étrangers et des investisseurs privés, ainsi que des érudits et des étudiants en affaires internationales pour échanger des vues et des idées sur la manière de relancer les investissements privés en Afrique. Le Forum sur les marchés de capitaux en Afrique devrait également être officiellement inauguré durant la Conférence en tant que moyen de promouvoir le développement des marchés de capitaux en Afrique et la coopération entre eux.

95. Le Comité a également pris note des informations concernant le Forum sur le secteur privé devant être organisé par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la CEA au cours de la prochaine Conférence des ministres africains de l'industrie prévue à Gaborone (Botswana) en juin 1995.

96. Le Comité a pris note des progrès enregistrés par différents pays en matière de promotion de l'investissement privé par le biais de mesures telles que l'adoption de programmes de stabilisation macro-économique en vue de créer un climat favorable à l'investissement; la révision des codes d'investissement, l'établissement d'offices de promotion de l'investissement, la création de zones franches, la réforme des secteurs financiers, la création de "guichets uniques" d'investissement chargés de traiter les investissements du secteur privé et la mise en oeuvre de programmes de privatisation. Certains participants ont évoqué les conditions de passage, dans leurs pays, d'une économie dirigée à une économie de marché. A cet égard, le Comité a instamment prié les Etats membres de fournir au secrétariat des informations à jour sur leurs politiques et stratégies en matière d'investissement privé.

97. Le Comité a mis en relief l'importance de la mise en oeuvre des recommandations du secrétariat en vue de relancer l'investissement privé national et étranger en Afrique. Concernant les effets des dévaluations dans les pays africains, le Comité a prié le secrétariat de procéder à l'analyse des conséquences de la récente dévaluation du F CFA sur les économies de la Zone, y compris les effets sur le volume de la dette et le service de la dette.

98. Tout en reconnaissant que le document faisant l'objet de l'examen était détaillé et complet, le Comité a prié le secrétariat de l'enrichir en y incluant les autres éléments constituant des obstacles et/ou des contraintes à l'investissement en Afrique, en particulier la nécessité d'opérer des réformes agraires dans de nombreux pays africains; le rôle des programmes de privatisation dans le développement du secteur privé et les problèmes liés à la mise en oeuvre de tels programmes en Afrique; l'importance de l'investissement national pour favoriser le secteur privé la question de la dette intérieure et ses conséquences sur le processus de développement en Afrique; et le rôle que la coopération Sud-Sud peut jouer dans le développement du secteur privé en Afrique.

99. Le Comité a pris acte du rapport compte tenu de ces observations.

Développement humain en Afrique, 1995 [point 5 c) de l'ordre du jour]

100. Le Comité a examiné le document intitulé "Rapport sur le développement humain en Afrique, 1995" (E/ECA/CM.21/8) qui traitait d'une série de questions concernant le concept et la mesure du développement humain, l'état du développement humain en Afrique, les objectifs en faveur des enfants en Afrique, la santé et l'éducation pour tous d'ici à l'an 2000 et les défis et perspectives.

101. Le Comité a fait observer que ce rapport était le premier de ce qui devrait constituer une série de rapports biennaux traitant spécifiquement des questions liées au développement humain dans le continent.

Le Comité a noté que ce rapport avait pour objectif d'informer les décideurs, les experts et la communauté internationale ainsi que toutes les personnes concernées par le développement, de la situation de l'homme en Afrique en vue de les pousser à l'action. Le Comité a également noté que le document s'efforçait d'accorder une attention particulière à l'examen des politiques et stratégies du développement humain en vue de mettre au point une démarche typiquement africaine qui s'inspirerait de l'expérience mondiale tout en restant enracinée dans les réalités africaines.

102. Le Comité a fait observer que même si l'on considérait que le concept de développement humain était un concept ne posant aucun problème, sa mesure n'était pas une tâche aisée car elle intégrait les choix des individus dans tous les domaines de la vie. Il a également été noté que l'Afrique avait contribué de façon significative à la cristallisation du concept et de la mesure du développement humain par le biais d'une série de publications dont le Plan d'action de Lagos, la Charte africaine de la participation populaire au développement, la Déclaration de Khartoum sur le développement centré sur l'homme et le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel (CARPAS).

103. En examinant l'importance du développement humain en tant que noyau du processus de développement, le Comité a souligné que le bien-être des enfants et des femmes étaient des questions fondamentales qui méritaient d'être examinées concomitamment puisque le destin des enfants était inséparable de celui des mères. Concernant les questions liées à la santé et à l'éducation, le Comité a noté la nécessité de rétablir ou d'améliorer la qualité des services de base tels que les services de santé et d'éducation de base et souligné la nécessité de mettre l'accent sur les disparités entre sexes aux plans de l'accès à ces services et de la condition sociale, économique et politique des femmes car ces disparités demeuraient particulièrement importantes en Afrique.

104. Le Comité a fait observer que les rapports sur le développement humain devraient être publiés chaque année et non pas tous les deux ans. Pour atteindre cet objectif, la CEA devrait, au besoin, rechercher les ressources financières nécessaires. Le Comité a également noté que d'autres institutions devraient, à l'avenir, prendre part à l'élaboration du rapport en vue de couvrir plus largement les questions liées à la situation du développement humain dans le continent.

105. Enfin, le Comité a mis l'accent sur l'importance du suivi permanent de la situation de l'homme en Afrique afin de mesurer les progrès et les insuffisances. Cette tâche s'avérerait difficile car les statistiques n'étaient souvent ni fiables, ni cohérentes, ni mises à jour, mais les gouvernements africains devraient prendre la responsabilité de créer, développer et perfectionner régulièrement des bases de données sur la situation sociale dans leurs pays respectifs. Il a été noté que le document présenté constituait un premier pas pour encourager des mesures en ce sens.

106. Le Comité a pris acte du rapport et des propositions qu'il renferme.

Création d'une banque africaine pour les femmes : rapport intérimaire [point 5 d) de l'ordre du jour]

107. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.21/9 intitulé : "Responsabilisation économique de la femme : rapport intérimaire sur la Banque africaine pour les femmes et promotion de l'esprit d'entreprise chez la femme".

108. Le Comité a pris note des efforts déployés par la CEA pour promouvoir la responsabilisation économique de la femme africaine, en particulier la convocation d'une réunion d'experts sur les modalités pratiques de création d'une banque africaine pour les femmes. Il a noté que les experts avaient recommandé que soit créée une institution régionale dénommée "Africa-Banque des femmes" avec des succursales au niveau national, dans laquelle les femmes détiendraient la majorité des actions. Le capital serait mobilisé au sein de la région afin d'assurer la viabilité de l'institution.

109. Le Comité a noté que la création d'une telle banque avait déjà suscité un grand intérêt dans des pays comme le Kenya, le Nigéria et l'Ouganda où des promoteurs intéressés avaient déjà annoncé un investissement en capital de 125 000 dollars E.-U. Il a en outre pris note des critères pour le choix du siège de la banque et de l'offre de l'Ouganda d'accueillir l'agence principale régionale.

110. Le Comité a examiné les modalités pratiques de création et de gestion d'une telle banque; les aspects techniques de sa création; la formation du capital; la nécessité d'associer les gouvernements aux activités de la banque; et la nécessité de lancer une campagne publicitaire pour faire connaître le projet. Tout en soulignant l'importance de ce projet de banque, le Comité a estimé que l'étude de faisabilité n'avait pas fourni une analyse approfondie des raisons pour lesquelles les banques existantes n'avaient pas été en mesure de satisfaire les besoins financiers des femmes et ne s'étaient pas occupées des besoins des femmes rurales.

111. Le Comité a souligné l'importance qu'il y avait à tirer profit des expériences africaines et non africaines, notamment des études pertinentes réalisées par certaines organisations internationales en ce qui concerne l'accès des femmes au crédit. La Grameen Bank du Bangladesh a également été citée comme exemple de banque qui avait réussi à répondre aux besoins des femmes au niveau des collectivités et dans les zones rurales. Le Comité a pris note de la proposition de baisser le prix de l'action qui avait été fixé à 10 dollars E.-U. Les participants étaient d'avis qu'avec les taux de change en vigueur dans de nombreux pays africains, le prix proposé pour l'action était trop élevé.

112. Notant que la situation économique des pays membres avait changé depuis que l'idée de créer une banque avait été avancée pour la première fois, le Comité a recommandé que l'orientation de la future banque et sa viabilité soient réexaminées. En effet, les participants estimaient que la banque dont la création était envisagée devrait fonctionner comme une banque de développement qui acheminerait le crédit vers ceux qui en avaient besoin plutôt que comme une banque commerciale.

113. En conséquence, le Comité a demandé à la CEA d'entreprendre une nouvelle étude qui définirait les aspects juridiques, la structure et le capital de la banque en tenant compte des besoins des opératrices économiques. Il a demandé aux participants qui le souhaitaient, de faire parvenir leurs observations sur cette question au secrétariat. Le Comité a en outre demandé à la CEA d'organiser un atelier d'experts responsables des institutions financières et bancaires en vue d'examiner le champ d'action de l'étude de faisabilité révisée et de formuler des recommandations qui seraient prises en compte dans l'étude finale. Ces recommandations permettraient à la prochaine réunion de la Conférence des ministres de décider de la nécessité de créer cette banque africaine pour les femmes.

114. En ce qui concerne la promotion de l'esprit d'entreprise chez les femmes, le Comité a reconnu que ces dernières jouaient un rôle significatif dans les économies de leurs pays et a souligné la nécessité de fournir un appui sans faille aux femmes entrepreneurs. Il a noté que la Foire panafricaine commerciale des femmes africaines et américaines sur les produits et les services d'exportation serait organisée à Accra (Ghana) en juin/juillet 1996. Il encourageait tous les pays à participer à cet événement destiné à promouvoir les possibilités d'investissement dans les entreprises des femmes africaines.

115. Le Comité a pris note du rapport et des observations formulées lors de ses débats.

Lutte contre la pauvreté par le biais d'un développement durable : production vivrière et agricole, sécurité alimentaire et autosuffisance alimentaire en Afrique [point 5 e) de l'ordre du jour]

116. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.21/10 intitulé : "Production vivrière et agricole, sécurité alimentaire et autosuffisance alimentaire en Afrique".

117. Le Comité a fait observer que la sécurité alimentaire était l'un des principaux objectifs de développement socio-économique de l'Afrique. Il a en outre insisté sur le fait que les pays africains devraient accorder la priorité à l'agriculture qui demeurerait le secteur dominant de leur économie.

118. Le Comité a constaté avec regret que la faim et la pauvreté prenaient de l'ampleur sur le continent. Cette situation était essentiellement due à un certain nombre de causes fondamentales telles que les politiques

inadaptées mises en oeuvre par les pays africains, l'absence d'innovations technologiques, les insuffisances institutionnelles et le manque d'infrastructures physiques de base. Les autres facteurs ayant également contribué à la crise alimentaire avaient pour noms les taux de croissance démographique élevés, la dégradation de l'environnement, la sécheresse et la désertification, l'instabilité politique, les guerres et les soulèvements sociaux.

119. Le Comité a reconnu que l'amélioration de la sécurité alimentaire entraînerait la mise en place d'un ensemble judicieux de politiques efficaces et appropriées dans plusieurs domaines essentiels, à savoir :

- a) La promotion de la production vivrière locale, ainsi que de la transformation et de la commercialisation des produits alimentaires locaux afin d'encourager l'autosuffisance au sein de la région;
- b) L'augmentation de la quantité et l'amélioration de la qualité des facteurs de production agricole, des systèmes de livraison de même que la mise en place de programmes efficaces de crédit afin de permettre aux producteurs d'améliorer la productivité des terres et de la main-d'oeuvre;
- c) La conception et la mise en oeuvre de politiques de commercialisation qui permettraient de renforcer l'efficacité au niveau des marchés, et de rendre les termes de l'échange favorables aux agriculteurs tout en admettant une certaine souplesse qui tienne compte de l'environnement international; et
- d) La promotion à tous les niveaux d'une plus grande participation de la population locale au processus de prise de décision en ce qui concerne le renforcement des capacités et la commercialisation des produits.

120. Le Comité a par ailleurs souligné la nécessité d'entreprendre d'urgence des réformes agraires pour permettre aux agriculteurs potentiels d'acquérir à long terme des terres, d'installer de meilleurs systèmes de gestion des ressources en eau et d'irrigation, de diversifier les cultures vivrières et de mettre en place des systèmes de stockage au niveau des exploitations agricoles afin de limiter les pertes après récoltes. Il a par ailleurs indiqué qu'il était nécessaire d'entreprendre des travaux de recherche et d'assurer la formation dans les domaines prioritaires en vue d'accroître la productivité alimentaire, de faire baisser les coûts de production et surtout de promouvoir la diversification des produits agricoles grâce à de meilleurs systèmes d'alerte avancée et d'information sur les marchés.

121. Le Comité a demandé instamment l'instauration de la coopération en matière de production et de commercialisation des denrées alimentaires aux niveaux sous-régional et régional. Il a reconnu qu'il serait très difficile aux Etats pris individuellement de réaliser la sécurité alimentaire. L'intégration régionale

constituait une des solutions à long terme, tout particulièrement en ce qui concerne la spécialisation et le partage des frais.

122. Etant donné que de nombreux facteurs de production alimentaire et agricole provenaient essentiellement du secteur industriel, le Comité a souligné la nécessité d'encourager l'établissement de liens solides entre les secteurs agricole et industriel des Etats membres. De même, des efforts devraient être entrepris pour améliorer la qualité dans la production et la transformation des denrées alimentaires, faute de quoi les exportations alimentaires et agricoles africaines ne pourraient efficacement soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux. Les pays africains devraient donc relever le défi que leur posaient les accords du Cycle d'Uruguay en procédant à l'augmentation de leurs exportations de produits agricoles et non agricoles.

123. Le Comité a fait observer que, compte tenu du rôle important de l'eau dans la production alimentaire et agricole, la sécurité alimentaire et l'autosuffisance alimentaire, la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation météorologique mondiale avaient organisé une réunion intitulée : Conférence internationale sur les ressources en eau : politique et évaluation. Cette Conférence avait pour objet d'élaborer une stratégie pour l'évaluation des ressources en eau dans le cadre d'une mise en valeur et d'une gestion intégrées de ces ressources en vue d'un développement socio-économique durable. La stratégie recommandait aux Etats membres, à l'Organisation des Nations Unies, aux organisations régionales et sous-régionales africaines, aux organismes d'appui extérieur, d'entreprendre des actions en vue de la mise en place des capacités de gestion, de la réalisation d'activités de promotion et d'information sur la capacité des services hydrologiques et la valeur des données hydrologiques, de prendre des initiatives ainsi que de susciter des réactions aux niveaux régional et sous-régional et d'attribuer un nouveau rôle aux organismes d'appui extérieur. Le Comité a proposé de lui soumettre pour examen une résolution relative à la mise en valeur et à la gestion des ressources en eau.

124. Le Comité a pris note des rapports, tout en prenant en compte les observations faites par ses membres.

TROISIEME PARTIE

QUESTIONS RELATIVES AUX ORGANES STATUAIRES

Questions émanant d'organes subsidiaires, d'organes sectoriels et de conseils d'administration d'institutions parrainées par la CEA et appelant une décision de la Conférence des ministres (point 6 de l'ordre du jour)

125. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.21/11 Add.1 et intitulé " Questions émanant d'organes subsidiaires, d'organes sectoriels et de conseils d'administration d'institutions parrainées par la CEA et appelant une décision de la Conférence des ministres". Ce document contenait des résolutions, des recommandations et des décisions adoptées par les organes subsidiaires qui s'étaient réunis depuis la dernière réunion de la Conférence et qui étaient portées à l'attention de la Commission pour examen et adoption ou pour information .

126. Il s'agissait des organes subsidiaires suivants : les comités intergouvernementaux d'experts des cinq MULPOC de la Commission; la Conférence des ministres africains des transports et des communications; le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC); et le Conseil d'administration de l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI).

127. Le Comité a renvoyé au sous-comité sur les résolutions qu'il avait constitué, les résolutions émanant de ces réunions qui étaient présentées pour adoption par la Conférence des ministres, à l'exception de la résolution relative à la création d'un bureau régional de la CEA pour l'Afrique de l'Est qui avait été proposée par le MULPOC de Gisenyi. Le Comité a constaté que tous les Etats membres de la sous-région de l'Afrique de l'Est n'avaient pas été consultés à ce sujet . Il a par conséquent recommandé que ladite résolution soit retirée.

128. En examinant les décisions du Conseil d'administration de l'UNAFRI relatives au financement de l'Institut, aux changements proposés dans la composition du conseil et au roulement de sa présidence, le Comité a exhorté les Etats membre à mettre en place des mécanismes permettant d'effectuer à temps les versements à l'UNAFRI, y compris le paiement des arriérés dans un délai raisonnable, et a instamment demandé aux gouvernements qui n'avaient pas encore adhéré aux statuts de l'Institut de le faire. Il a également demandé instamment à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de renouveler son appui financier à l'Institut. Le Comité a en outre convenu que la présidence de l'UNAFRI serait désormais exercée par roulement par les Etats membres de son Conseil d'administration. Il a adopté les changements concernant l'Institut recommandés par le Conseil d'administration.

129. Le Comité a pris note du document.

QUATRIEME PARTIE

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE DE LA COMMISSION

Structure envisagée et projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1996-1997

[point 7 a) de l'ordre du jour]

130. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le nouvel organigramme du secrétariat de la Commission et le document E/ECA/CM.21/12 intitulé "Programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1996-1997".

131. Le Secrétaire exécutif par intérim a expliqué que la nouvelle structure avait fait l'objet d'une longue réflexion de la part des responsables de la CEA et des autorités compétentes au Siège de l'Organisation des Nations Unies. La structure était maintenant approuvée et serait mise en place parallèlement à la réaffectation nécessaire du personnel. L'organigramme était soumis au Comité pour information. Il venait couronner les efforts de réorganisation de la structure du programme et du mécanisme intergouvernemental de la Commission, qui avaient été menés auparavant dans le cadre de la réforme en cours de la structure, des procédures et des processus de la Commission pour en faire un outil plus efficace permettant d'aider les Etats membres à résoudre leurs problèmes de développement socio-économique.

132. Le projet de programme de travail et ordre de priorité de la Commission pour la période biennale 1996-1997 figurant dans le document E/ECA/CM.21/12 était fondé sur la nouvelle structure et la répartition correspondante des ressources. Le Comité a pris note de l'esprit du projet de programme de travail dont l'objectif fondamental était de renforcer les efforts déployés par la Commission pour aider les Etats membres à renforcer les capacités cruciales pour le développement. A travers les diverses activités envisagées dans les neuf principaux sous-programmes, le projet de programme de travail visait également à traiter des problèmes urgents et multidimensionnels comme le défis de la privatisation et le développement des entreprises, la gestion de la reconstruction et du relèvement, les sécheresses cycliques, la sécurité alimentaire et la mise au point de systèmes agricoles écologiquement rationnels et la tâche consistant à rendre l'Afrique plus compétitive dans le nouvel ordre économique international.

133. Le Comité a également noté que les objectifs du programme seraient poursuivis grâce à un ensemble de services dont la recherche orientée vers l'analyse, des conseils en matière de politiques et l'assistance technique y compris des services consultatifs directs aux Etats membres, des conférences, des séminaires et des activités de formation de groupe ainsi que des projets opérationnels.

134. Il a fait remarquer que le programme proposé n'avait pas accordé suffisamment d'attention au règlement des conflits et a demandé au secrétariat de travailler plus étroitement avec l'OUA dans ce domaine.

135. Le Comité a pris note des améliorations apportées à la présentation du programme de travail, en particulier les efforts déployés pour réaliser la cohérence entre les produits prévus et l'utilisation accrue des résultats des évaluations dans l'élaboration et la mise en oeuvre du programme. Il a exhorté le secrétariat à développer et à mettre à jour ses méthodes d'évaluation conformément à la situation actuelle dans le domaine de l'évaluation. Il s'est déclaré sceptique quant à l'efficacité de la proposition tendant à confier les activités des sous-programmes particuliers à plusieurs unités administratives tel qu'envisagé dans la nouvelle structure.

136. Plusieurs délégations ont posé des questions au sujet de la nouvelle répartition des MULPOC (bureaux sous-régionaux) qui ressortait du projet de programme de travail. Elles ont demandé des éclaircissements concernant la composition des MULPOC et les incidences financières de la répartition proposée. Il a été précisé qu'aucune décision n'avait été prise au sujet de cette répartition. Les ressources et les activités proposées pour chaque MULPOC resteraient conformes à celles qui étaient prévues pour l'actuelle répartition. Dans l'intervalle, le secrétariat consulterait les Etats membres et établirait pour la prochaine réunion de la Conférence un rapport précisant dans quelle mesure il était souhaitable et possible de rationaliser la répartition et la composition des MULPOC.

137. Le Comité a déploré que le temps consacré à l'examen du programme de travail 1996-1997 soit limité, demandant qu'à l'avenir les documents de ce type soient envoyés en temps voulu aux Etats membres pour examen et commentaires. En outre, il a demandé instamment que les ordres du jour des réunions soient réduits de façon à permettre de préparer à temps pour les réunions, des études moins nombreuses mais plus approfondies.

138. Une délégation a proposé que le thème de la réunion annuelle de la Conférence soit arrêté lors de la réunion de l'année précédente. Ce qui permettrait de définir des lignes directrices pour les travaux du secrétariat et de bien préparer les réunions annuelles.

139. Une autre délégation a demandé avec insistance qu'il y ait davantage de communication entre la Conférence et le Groupe africain à l'Assemblée générale, ses grandes commissions et ses principaux organes, tels que le Comité du programme et de la coordination (CPC) et le Conseil économique et social. C'était indispensable pour qu'il y ait une continuité dans les positions de l'Afrique concernant les grandes questions.

140. Le Comité a entériné le Programme de travail et ordre de priorités pour la période biennale 1996-1997 et a pris note du nouvel organigramme, compte tenu des observations ci-dessus.

Evaluation du programme à la CEA [point 7 b) de l'ordre du jour]

141. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.21/13 intitulé "Rapport intérimaire sur l'évaluation du programme à la Commission économique pour l'Afrique".

142. A sa réunion précédente, en 1994, le Comité avait examiné des rapports d'auto-évaluation sur les sous-programmes ci-après : affaires maritimes (ressources non biologiques); pays les moins avancés et pays en développement sans littoral et insulaires; environnement et développement; commerce, développement et coopération; ressources naturelles et énergie, y compris les sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Le Comité avait également examiné des rapports sur l'évaluation détaillée du programme relatif aux questions et politiques de développement concernant notamment les MULPOC et le Système panafricain d'information pour le développement (PADIS), ainsi que sur l'évaluation approfondie du Programme 45 : Afrique : situation économique critique, redressement et développement.

143. Le Comité a pris note des progrès réalisés dans la mise en oeuvre des diverses recommandations relatives à chacune des évaluations susmentionnées. Il a engagé le secrétariat à tout mettre en oeuvre pour que les recommandations soient pleinement suivies d'effet.

144. Le Comité a pris acte du document compte tenu des observations susmentionnées.

Renforcement de la capacité opérationnelle de la CEA : programme de coopération technique au titre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) [point 8 de l'ordre du jour]

145. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.21/14 intitulé "Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA)".

146. Le Comité a noté l'importance du FASNUDA dont le but était d'amener les Etats africains et leurs partenaires de développement à offrir apporter à la CEA des contributions volontaires pour l'exécution de ses activités opérationnelles qui n'étaient pas financées par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Il a noté que les annonces de contributions volontaires faites depuis la création du Fonds se chiffraient à 12 millions de dollars E.-U. sur lesquels 10.5 millions de dollars avaient été effectivement

versés. Il a également pris acte des projets financés sur les ressources du FASNUDA pour l'exercice biennal 1994-1995.

147. Le Comité s'est déclaré préoccupé par la baisse constante depuis 1987 du nombre des Etats membres et des organisations qui contribuent au Fonds ainsi que par la diminution du montant des contributions volontaires annoncées et par l'augmentation constante des arriérés dus à la CEA du fait d'annonces non honorées.

148. Compte tenu des problèmes susmentionnés et de la situation économique et financière des Etats membres africains, les propositions suivantes visant à assurer la revitalisation du FASNUDA ont été soumises au Comité aux fins d'examen :

a) Un plus grand nombre de pays africains et de partenaires de développement de l'Afrique devraient faire des annonces de contributions au Fonds;

b) Les contributions arriérées ainsi que celles nouvellement annoncées devraient de toute urgence être versées au Fonds;

c) Les Etats membres éprouvant des difficultés financières peuvent proposer au secrétariat de la CEA un échéancier pour le règlement de leurs arriérés ou pour leur annulation pure et simple;

d) Les Etats membres africains devraient s'engager à réserver et à verser au Fonds un certain pourcentage de leur budget national annuel (1% environ);

e) Les Conférences d'annonce de contributions de la CEA qui se tiennent tous les deux ans devraient être organisées dans le cadre de la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions qui se tient chaque année à New-York. Cette combinaison permettrait d'accroître le nombre des Etats et des organisations susceptibles de contribuer au Fonds et donnerait à la CEA l'occasion d'avoir chaque année une conférence pour les annonces de contributions.

149. Tout en reconnaissant les difficultés que pouvaient rencontrer certains Etats africains, le Comité a instamment prié l'ensemble des pays d'honorer leurs engagements et a recommandé aux pays ayant des arriérés de se mettre à jour. Les Etats membres ayant des difficultés à épouser leurs arriérés ont été encouragés à négocier avec le secrétariat de la CEA un échéancier propre à leur permettre de se mettre à jour. Le Comité estimait que la proposition tendant à ce que les Etats membres affectent un certain

pourcentage de leur budget et de leur CIP au FASNUDA ne pouvait être envisagée que sur une base volontaire.

150. Le Comité a pris acte du fait que la prochaine Conférence pour les annonces de contributions au FASNUDA se tiendrait le 3 mai 1995 et a invité les Etats membres à y participer activement.

151. Le Comité a félicité M. Ali B. Tall, chef du Service des opérations et de la coordination de l'assistance technique, de son élection par l'Assemblée générale des Nations Unies comme membre du Corps commun d'inspection des Nations Unies. Le Comité a proposé une motion de remerciements en l'honneur de M. Tall pour ses 19 ans de bons et loyaux services à la CEA. En réponse à cela, M. Tall a exprimé au Comité sa gratitude pour l'honneur qui lui avait été fait de servir la Commission et l'ensemble du continent.

152. Le Comité a pris acte du rapport et a invité le secrétariat de la CEA à actualiser l'annexe à ce document en y donnant notamment le tableau actuel des contributions versées par chaque pays.

Questions diverses [point 9 de l'ordre du jour]

153. Au titre de ce point de l'ordre du jour, une délégation a soulevé l'état défectueux de la salle de conférence, et de ses équipements notamment le matériel d'interprétation. Le Secrétaire exécutif par intérim de la Commission a assuré au Comité que des efforts étaient déployés pour améliorer le fonctionnement du matériel à la Maison de l'Afrique. Il espérait en outre que le nouveau centre de conférence qui disposerait d'un équipement perfectionné ouvrirait ses portes dès le début de l'année prochaine.

Date et lieu de la dix-septième réunion du Comité technique préparatoire plénier [point 10 de l'ordre du jour]

154. Le Comité a pris note du fait que l'usage voulait que les réunions de la Conférence des ministres se tiennent alternativement, un an sur deux, au siège de la Commission à Addis-Abeba (Ethiopie) et, dans la capitale d'un Etat membre, à la demande de celui-ci. Eu égard à l'ouverture du nouveau centre de conférence au début de 1996, il a été proposé que la prochaine réunion de la Conférence se tienne au siège de la Commission.

Annexe I

**PROJETS DE RESOLUTION
RECOMMANDES A L'ADOPTION DE LA
CONFERENCE DES MINISTRES DE LA CEA**

1(XVI). Mise en oeuvre du traité instituant la communauté économique africaine : harmonisation, rationalisation et renforcement des communautés économiques sous-régionales

La Conférence des ministres,

Considérant l'entrée en vigueur depuis mai 1994 du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique Africaine,

Rappelant la nécessité d'accélérer le processus d'intégration eu égard aux défis auxquels le continent est confronté pour son développement économique et social, à la création et à la consolidation de groupements régionaux à l'échelle mondiale et aux perspectives ouvertes par la conclusion des négociations de l'Uruguay Round,

Rappelant en outre que l'étape première de la mise en oeuvre du Traité d'Abuja est le renforcement des Communautés Régionales qui constituent le soubassement de la Communauté économique africaine, que ces communautés régionales sont confrontées à deux problèmes majeurs, à savoir la rationalisation des organisations internationales opérant dans chaque espace régional et le financement du processus d'intégration, ainsi que les difficultés rencontrées dans la rationalisation des cadres institutionnels de coopération sous-régionale,

Considérant l'urgence de réduire au minimum les divergences existantes entre les schémas prévus par les institutions d'intégration opérant dans chaque région, et particulièrement dans les systèmes de libéralisation des échanges dans lesquels l'unification de ces systèmes est un élément essentiel dans la création des unions douanières et des communautés économiques sous-régionales prévues dans le Traité d'Abuja,

Considérant les limites objectives du système de contributions sur budget des Etats membres pour financer le processus d'intégration, et soucieux de rendre irréversible le processus engagé par un démarrage effectif ou une accélération des activités des communautés régionales,

1. Demande au Secrétariat conjoint CEA/OUA/BAD d'accélérer la préparation des Protocoles additionnels du Traité de la Communauté économique pour leur examen à temps par les instances appropriées de la Communauté;
2. Demande en outre aux Etats membres, aux communautés régionales et sous-régionales:

a) D'engager un programme de rationalisation et d'harmonisation des politiques de libéralisation des échanges en vigueur dans chaque espace régional par l'unification progressive des règles de libéralisation des échanges, notamment les :

- i) schémas de désarmement tarifaire;
- ii) règles d'origine;
- iii) certificats d'origine;
- iv) mécanismes de compensation;
- v) nomenclatures tarifaires et statistiques;

b) De soutenir le processus d'intégration régionale en adoptant des mesures appropriées pour la mise en place de tarifs extérieurs communs, d'une fiscalité intérieure et d'une politique des prix susceptibles d'assurer l'efficacité économique et la compétitivité des produits faisant l'objet des échanges intra-régionaux;

c) D'élaborer et de mettre en oeuvre des mécanismes de mobilisation de ressources propres au niveau des communautés économiques régionales et sous-régionales pour le financement adéquat et régulier du processus d'intégration économique;

3. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et au Président de la Banque africaine de développement d'apporter leur assistance aux communautés économiques sous-régionales pour la conception, l'élaboration et la mise en oeuvre de leur programme de rationalisation et de création de mécanismes de mobilisation de ressources propres pour le financement de l'intégration notamment par la réalisation des études requises;

4. Demande au Programme des Nations Unies pour le développement et aux autres bailleurs de fonds d'apporter leur concours pour le financement des études et actions nécessaires pour la réalisation de ce programme.

2(XVI). Construction de l'autoroute de l'information en Afrique

La Conférence des ministres,

Consciente de la nécessité de promouvoir la coopération en matière d'échange de l'information en vue d'appuyer aussi bien la Communauté économique africaine que les efforts aux niveaux national, sous-régional et régional;

Considérant la nécessité pour les experts et les chercheurs africains de participer à la communauté mondiale scientifique et technique,

Ayant à l'esprit le besoin d'étendre l'autoroute de l'information en Afrique en mettant en place et en utilisant les capacités essentielles de l'Afrique à cette fin,

Ayant à l'esprit en outre la nécessité de mettre en place des réseaux d'information et des bases de données tels que spécifiés dans le Traité instituant la Communauté économique africaine ainsi que l'importance accordée à la technologie de l'information dans la quatrième Convention de Lomé,

Reconnaissant la nécessité pour les pays africains de mettre en place des réseaux d'information totalement reliés à Internet pour leur permettre d'avoir le même accès à l'information que le reste du monde,

Rappelant la résolution 49/134 de l'Assemblée générale des Nations Unies relative au renforcement des systèmes d'information pour le redressement de l'Afrique et le développement durable,

Rappelant aussi ses résolutions 716 (XXVI) du 12 mai 1991, 726 (XXVII) du 22 avril 1992, 732 (XXVII) du 22 avril 1992, 789 (XXIX) du 4 mai 1994 ainsi que la résolution 1993/67 du Conseil économique et social en date du 30 juillet 1993,

Satisfaite des efforts conjugués de la Commission économique pour l'Afrique, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de l'Union internationale des télécommunications et du Centre de recherche pour le développement international dans l'organisation du premier Symposium régional africain sur la Télématicque pour le développement à Addis-Abeba, Ethiopie en avril 1995,

Notant avec satisfaction les résultats obtenus dans le cadre des activités de la Commission économique pour l'Afrique au titre du sous-programme relatif à la mise au point des systèmes d'information pour la fourniture de l'assistance technique aux Etats membres,

Notant en outre avec satisfaction l'aide apportée par le Centre de recherche pour le développement international et les autres donateurs pour la promotion de l'Age de l'information en Afrique,

Gardant à l'esprit la nécessité de renforcer l'appui sur le plan de l'information apporté par la Commission à la coopération et à l'intégration économiques sous-régionales,

1. Demande instamment aux Etats membres qui ne l'ont pas encore fait de prendre les dispositions nécessaires pour mettre en place des réseaux nationaux d'information pour la prise de décisions et la planification dans le cadre de la mise en place de l'infrastructure pour l'Autoroute de l'information en Afrique;

2. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils encouragent l'échange de données d'expérience en vue d'une assistance mutuelle pour la création rapide de leurs réseaux nationaux d'information;

3. Demande aussi à la Commission économique pour l'Afrique de mettre sur pied un groupe de haut niveau sur les technologies de l'information et des communications en Afrique, composé d'experts techniques africains;

4. Demande en outre à la Commission économique pour l'Afrique de mobiliser les ressources financières nécessaires à la constitution du groupe d'experts susmentionné;

5. Demande à la Commission économique pour l'Afrique de faire rapport sur l'application de la présente résolution à la prochaine Conférence des ministres.

3(XVI). Approbation de la Plate-forme d'action africaine : Position commune africaine pour la promotion de la femme

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 792 (XXIX) sur une "approche intégrée pour la responsabilisation des femmes : Plan d'action de Kampala concernant les femmes et la paix, la violation des droits de la femme et l'accès des femmes aux responsabilités économiques", adoptée par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique à sa vingtième réunion,

Rappelant également la Déclaration de Tunis au cours du trentième Sommet des Chefs d'Etat et du gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine de juin 1994 sur la population et le développement qui a apporté son soutien à la Conférence régionale africaine sur la femme,

Rappelant en outre la cinquième Conférence régionale africaine sur les femmes qui s'est tenue à Dakar (Sénégal) du 16 au 23 novembre 1994 et qui a adopté la Plate-forme d'action africaine : Position commune africaine pour la promotion de la femme,

Notant avec satisfaction la Déclaration qui figure dans la Plate-forme d'action africaine et qui, entre autres, réaffirme l'attachement des gouvernements africains à la réalisation des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion et le progrès des femmes grâce à des mesures accélérées en faveur de l'égalité, du développement et de la paix,

Considérant que le paragraphe 4 du dispositif de la Déclaration confirme que la Plate-forme d'action africaine est le résultat d'un examen pays par pays à l'échelle régionale des progrès réalisés dans la mise en oeuvre des Stratégies prospectives de Nairobi et de vastes consultations menées aux niveaux national, sous-régional et régional, enrichies des contributions des collectivités locales ainsi que de celles de toutes les couches de la population africaine,

1. Invite la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique à faire sienne la Plate-forme d'action africaine en tant que réaffirmation de l'engagement des gouvernements africains et en tant que schéma directeur pour la poursuite de la mise en oeuvre accélérée des Stratégies prospectives de Nairobi;

2. Invite en outre la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, au cours de sa prochaine session, à faire sienne la Plate-forme d'action africaine, en lui apportant le soutien politique nécessaire;

3. Prie instamment la Conférence des ministres de la Commission d'appuyer pleinement l'application des dispositions de la Plate-forme d'action africaine;

4. Demande aux communautés économiques sous-régionales de contribuer à la sensibilisation des pays membres dans leurs sous-régions et à la coordination de leurs efforts et de ceux de leurs partenaires dans le développement pour la mise en oeuvre de la Plate-forme.

4(XVI). Mobilisation des ressources pour la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action africaine

La Conférence des ministres,

Rappelant les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme approuvées par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 40/108 du 13 décembre 1985,

Rappelant également les résolutions 35/4 du 8 mars 1991 et 36/8 du 20 mars 1992 adoptées par la Commission de la condition de la femme sur les préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes,

Tenant compte des résultats de la cinquième Conférence régionale africaine sur les femmes tenue à Dakar (Sénégal) du 16 au 23 novembre 1994 et qui a adopté la Plate-forme d'action africaine : Position commune africaine pour la promotion de la femme,

Tenant compte en outre de la résolution de la cinquième Conférence régionale africaine sur les femmes relative à la "mise en oeuvre de la Plate-forme d'action africaine", qui souligne la nécessité pour tous les acteurs et partenaires dans le développement, en particulier, les gouvernements, les organes gouvernementaux, les institutions de financement du développement, les organisations multilatérales, les institutions des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les organisations de femmes et de jeunes de prendre des mesures concertées pour oeuvrer ensemble à la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action africaine,

Notant avec préoccupation l'application insuffisante des dispositions contenues dans des cadres mondiaux et régionaux tels que les Stratégies prospectives d'action de Nairobi et la Déclaration d'Abuja,

Considérant qu'il importe de suivre de façon continue dans quelle mesure la Plate-forme d'action africaine est mis en oeuvre par l'ensemble des partenaires dans le développement dans le souci d'accélérer la promotion de la femme et de réaliser le développement durable et la transformation,

Consciente de la situation financière critique que connaît le continent depuis plusieurs années, laquelle n'a pas permis l'exécution des différentes stratégies et programmes de développement, particulièrement en ce qui concerne la promotion de la femme,

Consciente des graves difficultés financières que connaissent les Etats africains, lesquelles risquent d'empêcher la participation effective de la femme africaine à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes,

1. Note avec satisfaction les efforts déployés par le Centre africain de la femme aussi bien dans l'élaboration de la Plate-forme d'action que de la participation africaine à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes;

2. Exhorte les Etats membres à affecter dans leurs budgets nationaux les ressources financières nécessaires et à privilégier les programmes relatifs aux femmes et au développement dans le cadre des mesures de conversion de la dette en vue de l'application de la Plate-forme d'action africaine;

3. Invite les Etats membres à renforcer leurs institutions nationales de promotion de la femme, et à soutenir les efforts du secteur privé et des organisations non-gouvernementales, pour la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action africaine;

4. Demande aux Etats membres et au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique de renforcer les capacités opérationnelles du Centre africain des femmes en vue de lui permettre de réaliser les objectifs de la Plate-forme d'action africaine;

5. Demande au Secrétariat conjoint Commission économique pour l'Afrique/Organisation de l'unité africaine/Banque africaine de développement de mobiliser les ressources financières en vue de l'application de la Plate-forme d'action africaine;

6. Lance un appel pressant aux institutions financières régionales, aux associations et fédérations d'hommes et de femmes d'affaires et aux autres institutions régionales pour qu'elles contribuent techniquement et financièrement à la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action africaine;

7. Prie tous les partenaires dans le développement de l'Afrique d'aider financièrement et techniquement les pays africains à participer de façon effective et massive à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes;

8. Invite la communauté internationale et les institutions financières à contribuer financièrement à la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action africaine, conformément au paragraphe 126 (c).

5(XVI). Mise en oeuvre accélérée de la Déclaration de Paris et du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays africains les moins avancés pendant la deuxième moitié des années 90

La Conférence des ministres,

Rappelant la Déclaration de Paris et le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés adoptés par la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés ainsi que les principes de base qui y sont soulignés et sur lesquels devraient être fondées les mesures visant à promouvoir une transformation profonde et axée sur la croissance des économies des pays les moins avancés,

Notant que l'objectif premier du Programme d'action est de mettre un terme à la détérioration de la situation socio-économique des pays les moins avancés, de relancer et d'accélérer leur croissance et leur développement et de les mettre, ce faisant, sur la voie d'une croissance et d'un développement soutenus,

Profondément préoccupée par la détérioration continue de la situation socio-économique des pays africains les moins avancés,

Rappelant l'engagement de la communauté internationale à mettre en oeuvre le Programme d'action, et soulignant le fait que sa bonne mise en oeuvre dépendra du partage des responsabilités et du renforcement du partenariat pour la croissance et le développement des pays les moins avancés,

Rappelant en outre la décision prise par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 49/98 en date du 19 décembre 1994, de convoquer la Réunion intergouvernementale de haut niveau sur l'évaluation globale à mi-parcours de la mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés, à New York, du 26 septembre au 6 octobre 1995,

Notant avec satisfaction les activités préparatoires entreprises par le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour assurer le succès de la Réunion intergouvernementale de haut niveau,

Exprimant sa vive préoccupation devant l'accroissement du nombre des PMA en Afrique, qui de 21 en 1981 est passé à 33 en 1994,

1. Prend note du rapport du Secrétaire exécutif évaluant les progrès réalisés à ce jour par les pays africains les moins avancés dans la mise en oeuvre de la Déclaration de Paris et du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés;

2. Réaffirme que c'est aux pays les moins avancés qu'incombe au premier chef la responsabilité de formuler et d'appliquer effectivement des politiques et de définir des priorités au niveau national en vue de leur croissance et de leur développement;

3. Se félicite de la convocation de la Réunion intergouvernementale de haut niveau sur l'évaluation globale à mi-parcours du Programme d'action et souligne qu'une telle occasion revêt une signification particulière dans la mesure où elle permettra de définir des politiques et des mesures nouvelles et correctrices en vue d'assurer la mise en oeuvre effective et intégrale du Programme d'action au cours de la deuxième moitié des années 90;

4. Recommande vivement que l'Assemblée générale fournisse du personnel et des ressources financières additionnels à la Commission économique pour l'Afrique pour renforcer son programme en faveur des pays les moins avancés et pour assurer un suivi et un contrôle efficaces de la Déclaration de Paris et du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés;

5. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission d'intensifier les efforts de coordination déployés par la Commission au niveau régional en ce qui concerne les programmes et les mesures spéciales arrêtés aux niveaux international et régional en faveur des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays insulaires, et en particulier d'assurer le suivi et le contrôle de la mise en oeuvre de la Déclaration de Paris et du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés ainsi que de la Déclaration et du Programme d'action des Barbades pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement;

6. Demande en outre au Secrétaire exécutif de transmettre le document régional de la Commission économique pour l'Afrique évaluant les progrès réalisés par les pays africains les moins avancés dans la mise en oeuvre du Programme d'action et le Mémoire spécial sur l'évaluation globale à mi-parcours aux missions africaines auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève et à New York par l'intermédiaire des présidents des groupes africains et du Président du Groupe des 77, comme contribution au processus d'évaluation globale et de lui faire rapport à la prochaine réunion de la Conférence des ministres sur l'application de la présente résolution.

6(XVI). Mise en oeuvre de la deuxième phase du programme de la deuxième Décennie des transports et des communications en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution ECA/UNTACDA/Res.91/84 de février 1991 par laquelle le programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, 1991-2000 (UNTACDA II) a été adopté,

Se référant à la décision 46/456 de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 20 décembre 1991 lançant la mise en oeuvre du programme de la Décennie et à la décision 48/455 du 21 décembre 1993 sur la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique relative aux ressources additionnelles,

Rappelant sa résolution ECA/UNTACDA/Res.93/89 du 13 mars 1993 sur la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Ayant examiné l'évaluation à mi-parcours de la Décennie et le programme d'action correspondant,

Réaffirmant la pertinence et l'importance de la deuxième Décennie particulièrement en ce qui concerne la réalisation des objectifs du Traité d'Abuja (1991) instituant la Communauté économique africaine,

Notant avec préoccupation entre autres, le faible niveau de mise en oeuvre du programme, en particulier le manque de ressources,

1. Invite instamment les Etats membres à déployer tous les efforts possibles pour mettre en oeuvre le programme de la Décennie en entreprenant entre autres, les activités précises suivantes :

a) Faciliter et encourager les activités des comités nationaux de coordination en mettant à leur disposition les moyens humains et financiers nécessaires à l'accomplissement des missions qui leur sont assignées;

b) Accorder la priorité aux projets qui contribuent à la réalisation des objectifs de la Décennie;

c) Coordonner et renforcer les efforts nationaux pour une mobilisation des ressources dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique afin d'avoir accès au CIP régional de sources telles que la Convention de Lomé pour la mise en oeuvre du programme de la Décennie;

d) Prendre en compte l'impact qu'a sur l'environnement l'élaboration de l'ensemble des projets de transports et de communications;

2. Rappelle que les nouveaux projets à proposer dans le cadre du programme de la Décennie doivent être conformes aux principes et aux critères déjà adoptés et soumis aux organes d'exécution et que doivent être spécifiés notamment :

- a) Le calendrier pour la mise en oeuvre;
- b) Les besoins en ressources, leur disponibilité et leurs sources prospectives;
- c) La répartition et la description des responsabilités entre les différents partenaires;

3. Invite les Etats membres et les organisations intergouvernementales à associer les groupes de travail sous-régionaux et sous-sectoriels à la conception des programmes d'action régionaux concernant les transports et les communications et à leur fournir toute assistance nécessaire pour participer efficacement à la mise en oeuvre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique;

4. Demande aux organisations intergouvernementales de participer activement au programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique par la mise en oeuvre, dans le cadre de leur programme de travail ordinaire, des activités inscrites dans la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, tout en accordant une priorité à celles permettant une intégration régionale;

5. Prie le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement d'augmenter le niveau de son soutien à la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique en finançant une partie du programme régional d'action pour la mise en oeuvre de la deuxième phase du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;

6. Invite tous les bailleurs de fonds à contribuer davantage à la mise en oeuvre du programme approuvé par la dixième réunion de la Conférence des ministres africains des transports et des communications;

7. Prie également l'Assemblée générale des Nations Unies de fournir des ressources supplémentaires dans le cadre du budget ordinaire de la Commission économique pour l'Afrique afin de lui permettre de poursuivre les activités principales du programme d'action de la Décennie dans le cadre de son budget ordinaire;

8. Invite également les ministres du Groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ordonnateurs du Fonds européen de développement, à accorder la priorité requise aux projets et programmes de la Décennie lors de l'élaboration de leurs programmes indicatifs nationaux et régionaux dans le cadre du deuxième protocole financier de la Convention de Lomé IV;

9. Invite aussi les banques de développement et les institutions de financement participantes à continuer à travailler, au sein du mécanisme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique en vue d'un soutien coordonné et efficace au développement du secteur des transports et des communications en Afrique;

10. Lance un appel à la Banque mondiale pour qu'elle maintienne un niveau élevé de ses activités et de ses contributions dans la mise en oeuvre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;

11. Demande spécialement aux institutions financières africaines de soutenir davantage le programme de la deuxième Décennie, notamment en prenant systématiquement en compte les orientations et les priorités de la Décennie au moment de l'élaboration de leur plan d'action en faveur des pays africains;

12. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de :

a) Diffuser de manière systématique à tous les partenaires de la deuxième Décennie les informations sur la mise en oeuvre de la Décennie à travers des ateliers, séminaires, symposiums et bulletins;

b) Jouer un rôle beaucoup plus actif dans la conduite du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique et renforcer en même temps sa capacité à fournir l'assistance technique nécessaire pour appuyer la mise en oeuvre de ce programme;

c) S'assurer que les évaluations futures de la mise en oeuvre de la deuxième Décennie soient basées sur une analyse critique vis-à-vis des objectifs de la Décennie;

d) Préparer un rapport consolidé sur l'état d'exécution de tous les projets de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique et ce, sur la base des rapports élaborés par les Etats membres et les organisations intergouvernementales concernant l'état d'avancement de leurs projets;

13. Demande également aux groupes de travail sous-sectoriels, d'initier des actions régionales de manière à développer un cadre d'intervention pour les pays qui envisagent une commercialisation ou une privatisation de leur secteur des transports et des communications;

14. Décide que le Comité de mobilisation des ressources sera dorénavant appelé Comité consultatif de promotion du programme de la deuxième Décennie et adopte son mandat tel qu'il figure dans le rapport de la Conférence;

15. Demande au Comité consultatif de mettre l'accent sur l'assistance aux pays pour la recherche, la négociation et la mobilisation de fonds pour les projets approuvés dans le programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et communications en Afrique;

16. Lance un appel également à toutes les institutions de financement membres du Comité consultatif pour qu'elles jouent un rôle plus actif dans les efforts ayant pour objet d'appuyer la mission du Comité consultatif en mettant à sa disposition les ressources techniques nécessaires;

17. Demande aux groupes de travail sous-sectoriels d'aider à l'évaluation des projets dans leur domaine de compétence et de coordonner et intégrer les programmes de travail régionaux africains des institutions des Nations Unies à ceux de la deuxième Décennie.

Appendice

**INCIDENCES SUR LE BUDGET-PROGRAMME DE LA RESOLUTION RELATIVE
A LA DEUXIEME DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR
LES TRANSPORTS ET LES COMMUNICATIONS EN AFRIQUE**

1. La composante "transports et communications" du sous-programme intitulé "Transformation des infrastructures et des structures" sera axée sur l'extension et l'exploitation des infrastructures indispensables à la croissance économique et à la transformation, en mettant l'accent en particulier sur l'aide à apporter aux Etats membres pour la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique. L'un des volets importants des activités consistera dans le soutien actif et l'encouragement à apporter au secteur privé pour qu'il participe davantage au développement des infrastructures des transports et des communications ainsi qu'à celui des capacités humaines et technologiques nécessaires pour l'exploitation et le maintien en état de l'infrastructure économique.
2. En application de la recommandation n° 14 de l'Evaluation à mi-parcours de la deuxième Décennie et du paragraphe 6 b) du dispositif de la résolution, qui, tous deux, pressent la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de se montrer plus active dans son rôle de chef de file, celle-ci a l'intention de donner un coup de fouet à la participation du secteur privé aux activités de la Décennie, en organisant une grande conférence régionale sur les modalités et les conditions favorables qui permettront la privatisation et la commercialisation des services de transports et de communications en Afrique.
3. La mise en place de services de transports et de communications performants constitue la principale composante d'une intégration concrète du continent africain et reste la grande préoccupation de tous les Etats membres africains, comme en témoigne le protocole du Traité instituant la Communauté économique africaine relatif aux transports et aux communications. Pour que la conférence régionale puisse avoir la plus grande incidence possible, elle aura lieu juste avant la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, prévue pour le milieu de l'année 1997; ses résultats seront présentés aux chefs d'Etat et de gouvernement et seront ainsi entérinés par les plus hautes autorités politiques.
4. La conférence régionale, conçue donc pour les décideurs africains de haut niveau, au niveau ministériel ou à un niveau proche, sera organisée en collaboration avec la BAD et l'OUA, conformément au principe du secrétariat conjoint CEA/BAD/OUA de la Communauté économique africaine.
5. Si la conférence régionale ne se tient pas durant la période biennale 1996-1997, les efforts de privatisation et de commercialisation des services de transports et de communications en Afrique seront

inutilement retardés, avec les conséquences négatives que cela suppose pour les mesures visant à les améliorer.

6. Les paragraphes qui suivent donnent, pour la période 1995-1997, une analyse détaillée des questions et des préoccupations sur lesquelles la CEA devra se pencher dans le cadre de ladite résolution. Il convient de souligner que les principales composantes des activités indiquées ci-dessous sont à considérer en plus des activités prévues dans le sous-programme 8 intitulé "Transformation des infrastructures et des structures" du programme de travail de la période biennale 1996-1997.

7. Dans le dispositif 7 de ladite résolution, il a été demandé à l'Assemblée générale des Nations Unies de fournir à la Commission économique pour l'Afrique les ressources nécessaires dans le cadre du budget ordinaire afin de lui permettre de réaliser les objectifs énoncés dans le dispositif 6 a) à d), à savoir :

a) Diffuser de manière systématique auprès de tous les partenaires de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications, les informations sur la mise en oeuvre de la Décennie, par le biais d'ateliers, de séminaires, de colloques et de bulletins;

b) Jouer un rôle beaucoup plus actif dans la coordination du programme de la deuxième Décennie en renforçant sa propre capacité à fournir l'assistance technique nécessaire et appuyer, à tous les niveaux, la mise en oeuvre de ce programme;

c) S'assurer que la deuxième évaluation à mi-parcours du programme en 1997 comporte une analyse critique des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Décennie;

d) Etablir un rapport de synthèse sur l'état d'avancement de tous les projets de la deuxième Décennie sur la base des rapports et des informations fournis par les Etats membres et les organisations intergouvernementales concernant l'état d'avancement des projets nationaux et régionaux respectivement.

8. Le montant total des incidences budgétaires des activités susmentionnées est estimé à 224 520 dollars des Etats-Unis.

Implications administratives et en matière d'établissement de rapport

9. Aucune.

Renforcement des décisions actuelles des organes délibérants

10. Dans tous les efforts déployés récemment en matière de développement, un rang de priorité élevé a été accordé au sous-secteur des transports et des communications. Dans tous les programmes d'action d'envergure pour le développement de l'Afrique, l'importance des transports et des communications a été reconnue. Les résolutions ECA/UNTACDA/Res.89/82, ECA/UNTACDA/Res.91/84 et ECA/UNTACDA/Res.93/89 de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification, les résolutions 639(XXIII) et 710(XXVI) de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique, les résolutions 1988/67 du 28 juillet 1988 et 1991/83 du 26 juillet 1991 du Conseil économique et social et la résolution 43/179 du 20 décembre 1988 de l'Assemblée générale, les décisions 46/456 du 20 décembre 1991 et 48/455 du 21 décembre 1993 de l'Assemblée générale et le projet de programme pour la période biennale 1996-1997, constituent toutes des décisions actuelles des organes délibérants. Les activités sont partie intégrante des activités ordinaires de la Commission économique pour l'Afrique dans le domaine des transports et des communications.

**Incidences budgétaires de la résolution relative à la deuxième Décennie
des Nations Unies pour les transports et les
communications en Afrique**

Coûts détaillés des activités proposées pour la période 1996-1997

1. Services de consultant 161 500 dollars E.-U.

Des services de consultant seront nécessaires pour préparer les rapports directifs/techniques sur la commercialisation et la privatisation des services de transports et de communications en Afrique. Les rapports seront un rapport général et sept rapports par mode sur les routes et le transport routier, les chemins de fer, le transport aérien, les transports maritimes, les ports, les communications et les services postaux (voir paragraphe 6 a) et b) du dispositif de la résolution).

Le coût de l'élaboration et de la présentation de chaque rapport à la Conférence régionale est estimé à 2 mois-homme à raison d'une rémunération brute de 19 000 dollars E.-U. :

$$7 \times 19\,000 = 133\,000 \text{ dollars E.-U.}$$

Le coût de l'élaboration du document directif de la Conférence est estimé à 3 mois-homme de services de consultant :

$$3 \times 9\,500 = 28\,500 \text{ dollars E.-U.}$$

2. Conférence

63 020 dollars E.-U.

Une conférence régionale de trois jours sera organisée sur les politiques et les modalités de commercialisation et de privatisation des services de transports et de communications en Afrique. Deux représentants de haut niveau de chaque Etat membre seront invités ainsi qu'un représentant de chacune des cinq principales organisations intergouvernementales sous-régionales, des chambres de commerce, des responsables des groupes de travail sous-sectoriels de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique et de l'OUA.

a) Frais de voyage et indemnité journalière de subsistance du personnel se rendant à la Conférence

Frais de voyage 12 x 2 500	=	30 000	
Indemnité journalière de subsistance 12 x 9 x 130	=	10 040	40 040

b) Interprétation (2 interprètes pour l'anglais, 2 pour le français et 2 pour l'arabe)

Frais de voyage 6 x 2 000	=	12 000	
Indemnité journalière de subsistance 6 x 6 x 130	=	4 680	
Honoraires 6 x 3 x 350	=	6 300	22 980

3. Les activités autorisées par cette résolution seront effectuées au titre des ressources existantes dans les budgets-programmes 1994-1995 et 1996-1997. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique est, par conséquent, chargé d'établir un ordre de priorité des activités prévues au programme de travail et ordre de priorité pour les périodes 1994-1995 et 1996-1997 afin de couvrir les incidences budgétaires de cette résolution.

Calendrier des activités

4. Compte tenu de nombreux rapports techniques et directifs complexes requis pour la Conférence régionale sur la privatisation et la commercialisation des services de transports et de communications en Afrique, il est proposé que les études soient lancées avant la fin de 1995.

5. Il a été prévu que l'organisation et le service de la Conférence précèdent la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA dans le courant ou au milieu de 1997.

Activités de l'année 1995

6. Sept consultants par mode effectueront des activités sur le terrain pour évaluer, dans les diverses sous-régions, l'environnement propice à la participation du secteur privé aux activités de transports et de communications. Il s'agira des modes suivants : routes et transport routier, chemins de fer, transport aérien, transports maritimes, ports, communications et services postaux.

Coût estimatif : $7 \times 2 \times 9\,500 = 133\,000$ dollars E.-U.

Activités pour la période biennale 1996-1997

7. Un document directif de la Conférence sera élaboré sur la privatisation des services de transports et de communications en Afrique. Cela demandera des services de consultant de haut niveau de 3 mois-homme.

Coût estimatif : $3 \times 1 \times 9\,500 = 28\,500$ dollars E.-U.

8. Organisation et service d'une réunion d'experts suivie de la Conférence régionale.

Coût estimatif : 63 020 dollars E.-U.

7(XVI). Promotion de l'investissement privé en Afrique

La Conférence des ministres,

Considérant les possibilités considérables d'investissement non exploitées en Afrique et que les investissements sur le continent pourraient rapporter beaucoup plus que dans d'autres régions du monde,

Consciente de l'importance de l'investissement privé dans la croissance et le développement des pays africains,

Considérant l'insuffisance des flux de capitaux privés étrangers et des investissements locaux dans les pays africains,

Rappelant la nécessité pour les pays africains de créer un environnement propice au développement du secteur privé et de l'investissement privé local et étranger,

Notant avec satisfaction l'engagement des pays africains à entreprendre les réformes nécessaires, à adopter des politiques appropriées et à créer le cadre institutionnel et les instruments susceptibles d'attirer l'investissement privé,

Se félicitant des efforts en cours pour promouvoir et renforcer le partenariat dans ce domaine, notamment les initiatives prises par la Commission économique pour l'Afrique, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le groupe de la Banque mondiale et les autres institutions multilatérales de développement opérant dans ce domaine,

1. Demande aux pays africains de persévérer dans leurs efforts visant à l'émergence et à la consolidation d'un environnement propice au développement du secteur privé et à la croissance des flux de capitaux privés, en créant notamment le cadre macro-économique nécessaire à cet effet qui mettrait l'accent sur le développement des infrastructures et du capital humain;

2. Invite les partenaires de l'Afrique à apporter aux pays tout l'appui nécessaire pour améliorer les conditions d'investissement à la fois pour les investisseurs locaux et étrangers, en accroissant le flux des ressources au titre de l'aide publique au développement, en mettant en oeuvre des programmes globaux d'allègement de la dette, en appuyant les efforts déployés par les pays africains pour améliorer et renforcer

leurs capacités d'intermédiation financière, en améliorant l'infrastructure, et en participant de manière active aux activités promotionnelles des pays africains;

3. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, au Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, au Président de la Banque africaine de développement et au Groupe de la Banque mondiale de continuer à apporter leur assistance technique et financière aux pays africains pour la promotion effective du secteur privé et de l'investissement privé;

4. Invite tous les pays africains et les partenaires de l'Afrique dans le développement à participer massivement et de manière active au Forum régional sur l'investissement privé en Afrique qui se tiendra à Accra, Ghana, du 7 au 10 novembre 1995.

8(XVI). Promotion du développement humain en Afrique

La Conférence des ministres,

Considérant la primauté de l'être humain dans le processus de développement et la nécessité pour les pays africains d'axer leurs efforts de développement sur le développement humain,

Souligne l'importance de la mobilisation et de la mise en valeur des ressources humaines en Afrique en tant que facteur crucial pour la promotion d'un développement socio-économique soutenu et de plus en plus autosuffisant,

Consciente du fait qu'il s'avère de plus en plus urgent de fixer des objectifs de développement humain dans le processus de développement et de tout mettre en oeuvre pour atteindre ces objectifs,

Considérant les engagements pris lors de la Conférence mondiale de Jomtien sur l'éducation et le développement, la Conférence mondiale du Caire sur la population et le développement, le Sommet mondial de New York pour les enfants et le Sommet mondial de Copenhague pour le développement social pour promouvoir le développement social et humain,

Rappelant la position de la Commission sur le développement humain telle qu'exprimée dans des cadres régionaux aussi importants que le Plan d'action de Lagos, le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, la Déclaration de Khartoum, le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques, la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation, la Déclaration de Dakar/Ngor sur la population, la famille et le développement durable ainsi que la Position commune africaine sur le développement humain et social en Afrique et la Plate-forme africaine d'action : Position africaine commune pour la promotion des femmes,

Notant avec une profonde inquiétude la persistance de la situation déplorable qui prévaut sur le continent en matière de développement humain,

1. Notait avec satisfaction la collaboration apportée par les institutions des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé à l'élaboration de ce premier rapport;

2. Félicite le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de l'initiative qu'il a prise d'élaborer, de lancer la série de rapports sur le développement humain en Afrique;

3. Demande instamment aux Etats membres de soutenir pleinement de cette initiative et d'utiliser ces rapports dans cette première étape, comme instrument permettant de suivre l'évolution des indicateurs du développement humain, et de participer à l'avenir dans le cadre de la Commission économique pour l'Afrique au perfectionnement de cet instrument tant du point de vue théorique que pratique en prenant en compte les spécificités du continent;

4. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission et aux partenaires de développement de l'Afrique de se servir également de ce rapport comme moyen de promouvoir le développement humain en Afrique et suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs régionaux fixés et dans le respect des engagements régionaux pris dans le cadre du développement humain, dans des instances régionales telles que la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, le Sommet mondial pour les enfants, la Conférence mondiale sur la population et le développement et le Sommet mondial pour le développement social ainsi que dans le cadre de la Position commune africaine sur le développement humain et social en Afrique;

5. Demande en outre le Secrétaire exécutif de la Commission de soumettre, tous les deux ans, un tel rapport à la Conférences des ministres africains responsables du développement humain et à son Comité ministériel de suivi des quinze;

6. Exhorte les institutions spécialisées des Nations Unies et l'ensemble de la communauté internationale à apporter leur coopération technique, matérielle et financière au Secrétaire exécutif dans l'élaboration du rapport.

9(XVI). Stratégie et Plan d'action pour l'évaluation, la mise en valeur et la gestion des ressources en eau en Afrique

La Conférence des ministres,

Sachant que l'évaluation, la mise en valeur et la gestion des ressources en eau contribuent de manière notable au développement socio-économique de l'Afrique en général et au développement de l'agriculture en particulier,

Sachant également que la région africaine est relativement riche en ressources en eau, même si l'essentiel de ces ressources ne fait pas encore l'objet de l'exploitation requise pour lui assurer un développement durable mais que, dans une certaine mesure, eu égard à une répartition spatiale et temporelle inégale de telles ressources, elle connaît des problèmes et des pénuries d'eau dans plusieurs de ses pays, donnant lieu par là à des conflits entre usagers,

Reconnaissant le caractère cyclique des sécheresses qui frappent l'Afrique et les effets néfastes qu'elles ont sur la production vivrière et sur la disponibilité d'eau sur le continent,

Rappelant les recommandations pertinentes du Plan d'action de Mar del Plata de 1977 et la Stratégie régionale africaine ultérieurement adoptée dans le cadre du Plan d'action de Lagos de 1980 ainsi que les dispositions pertinentes du chapitre 18 du programme Action 21 approuvé par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 1992,

Consciente que les conclusions et les recommandations du projet Banque mondiale/PNUD d'évaluation des ressources hydrologiques de l'Afrique subsaharienne mettent l'accent sur la dégradation des services hydrologiques et hydrométéorologiques en Afrique ainsi que sur la nécessité de les améliorer et de les renforcer,

Prenant note du rapport sur la production vivrière et agricole, la sécurité alimentaire et l'autosuffisance alimentaire en Afrique,

Prenant note en outre des conclusions de la Conférence internationale CEA/OMM tenue en mars 1995 sur les ressources en eau : politique et évaluation, qui a débouché sur l'adoption d'une stratégie et d'un plan d'action pour l'évaluation des ressources en eau en Afrique à mettre en oeuvre par les Etats membres

en collaboration avec les organisations sous-régionales, régionales et internationales ainsi que les organismes d'aide,

Notant avec une grande satisfaction la coopération et la collaboration exemplaires qui existent entre l'Organisation météorologique mondiale et la Commission économique pour l'Afrique,

1. Lance un appel aux pays africains afin qu'ils :
 - a) Adoptent la Stratégie présentée dans le rapport de la Conférence CEA/OMM sur l'eau et s'en inspirent dans la mise en oeuvre des programmes qu'ils élaborent pour l'évaluation de leurs ressources en eau;
 - b) Entreprennent des actions destinées à mettre en valeur ou/à renforcer leurs capacités techniques et de gestion (y compris la création ou le renforcement des institutions et de l'infrastructure voulues), sensibilisent le grand public à la nécessité d'une mise en valeur et d'une gestion durables des ressources en eau et mettent en place la base financière durable et la stratégie intégrée requises pour ce faire;
2. Prie instamment les organisations intergouvernementales sous-régionales et régionales concernées telles que l'Organisation de l'unité africaine, la Banque africaine de développement, le Centre africain pour l'application de la météorologie au développement, le Centre régional africain de formation aux techniques des levés aériens, l'Autorité intergouvernementale de lutte contre la sécheresse et pour le développement, la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement et les diverses organisations de mise en valeur des bassins fluviaux :
 - a) de promouvoir et renforcer la coopération entre les pays en vue de la mise en valeur intégrée des fleuves, lacs, nappes phréatiques transfrontaliers;
 - b) promouvoir et mettre en oeuvre des initiatives destinées à encourager la mise en place de programmes nationaux et régionaux de surveillance, d'évaluation et de mise en valeur des ressources en eau, notamment en vue du développement de l'agriculture;
3. Lance un appel aux organismes d'aide étrangère afin qu'ils :
 - a) incorporent la Stratégie dans leurs programmes d'assistance pour l'évaluation et la gestion intégrées des ressources en eau dans les pays africains;

b) encouragent la promotion de cette Stratégie d'évaluation des ressources en eau en Afrique dans le cadre d'une approche globale du développement durable et fournissent l'appui financier requis pour sa mise en oeuvre;

4. Invite la Commission économique pour l'Afrique à poursuivre sa coopération avec l'Organisation météorologique mondiale à continuer à coopérer dans les activités d'appui aux pays africains et à jouer le rôle de chef de file, en collaboration avec les organismes d'aide étrangère et les autres institutions des Nations Unies de même qu'avec les organisations nationales, sous-régionales et régionales intervenant dans le secteur de l'eau en Afrique pour :

a) promouvoir comme il se doit cette Stratégie d'évaluation des ressources en eau en Afrique dans le cadre d'une approche globale du développement durable;

b) mobiliser l'appui nécessaire à sa mise en oeuvre.

10(XVI). Sécurité et autosuffisance alimentaires

La Conférence des ministres,

Réaffirmant la nécessité absolue d'assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaires dans les pays d'Afrique du Nord,

Prenant note des études déjà faites à propos de la coopération régionale en vue d'assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaires dans la sous-région d'Afrique du Nord,

Conscient de la nécessité pour la sous-région d'Afrique du Nord d'appréhender de façon suffisamment documentée l'effet de la libéralisation des échanges des produits agricoles sur les importations,

1. Recommande à la Commission économique pour l'Afrique :
 - a) De procéder à l'évaluation à travers des études nutritionnelles des ratios alimentaires nécessaires aux populations de la sous-région;
 - b) D'étudier les mécanismes pour une harmonisation, d'une part, des politiques économiques en vue de réaliser l'objectif de sécurité et d'autosuffisance alimentaires et, d'autre part, des normes commerciales des produits agricoles échangés par les pays de la sous-région avec les tiers et la planification des actions à entreprendre dans le domaine de la mise en place des infrastructures nécessaires;
 - c) D'étudier les moyens d'appui à la gestion des stocks de pesticides et acaricides à usage agricole moins nocifs pour l'homme et l'environnement;
 - d) D'organiser un séminaire régional sur la gestion et l'exploitation des grands migrateurs halieutiques;
 - e) De réaliser une étude de faisabilité technico-économique de valorisation des déchets de dattes;
 - f) D'organiser, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, un séminaire sur les techniques de vulgarisation agricole;

2. Recommande que à la Commission économique pour l'Afrique réalise une étude sur l'incidence de l'Accord du GATT relatif à l'agriculture sur les importations et exportations de produits agricoles des pays de la sous-région de l'Afrique du Nord;

3. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle fournisse l'assistance technique et financière requise à cet égard.

11(XVI). L'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 392 (XV) d'avril 1980, 609 (XXII) du 24 avril 1987, 642 (XXIII) du 15 avril 1988 et 661 (XXIV) du 7 avril 1989,

Rappelant également les nombreuses résolutions du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale des Nations Unies affirmant l'importance capitale de l'Institut pour l'Afrique dans le domaine de la prévention du crime et de la justice criminelle,

Prenant note des recommandations de la quatrième réunion du Conseil d'administration de l'Institut tenue à Addis-Abeba les 4 et 5 janvier 1995,

Rappelant la Déclaration sur l'Institut par la réunion préparatoire africaine tenue à Kampala les 14 et 15 février 1994,

Reconnaissant que des progrès considérables ont été réalisés depuis la création de l'Institut dans les domaines de la formation, de la fourniture de services consultatifs, de l'information et de la documentation, de la promotion de la collaboration entre les gouvernements de la région ainsi que l'établissement de contacts utiles aux niveaux régional et international,

1. Exprime sa gratitude au Gouvernement ougandais pour l'hospitalité généreuse fournie à l'Institut;
2. Prend note avec satisfaction des activités menées jusqu'ici par l'Institut pour la réalisation de son mandat, sous la direction politique d'ensemble de son Conseil d'administration avec la coopération des organes compétents des Nations Unies;
3. Note avec satisfaction qu'à ce jour 27 Etats membres ont ratifié la Charte de l'Institut;
4. Exhorte les gouvernements de la région qui n'ont pas encore adhéré à la Charte de l'Institut à le faire à titre prioritaire afin d'élargir la base de soutien de l'Institut dans la région;

5. Note avec satisfaction les mesures prises par le Conseil d'administration pour désigner le Directeur de l'Institut;

6. Exprime sa gratitude aux Etats membres qui ont honoré leurs obligations en payant leurs contributions à l'Institut et lance un appel à ceux qui l'on pas encore fait pour qu'ils s'acquittent à temps de leurs contributions, y compris le paiement de leurs arriérés dans un délai raisonnable afin de garantir à la fois la survie de l'Institut et la mise en oeuvre de son programme de travail;

7. Lance un appel à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement pour qu'il renouvelle son soutien à l'Institut, en tenant compte de la situation économique et financière difficile que connaissent la plupart des pays africains;

8. Lance également un appel à l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle poursuive leur soutien financier à l'Institut pour lui permettre de faire face à ses obligations administratives de façon durable;

9. Approuve la recommandation du Conseil d'administration selon laquelle la présidence du Conseil d'administration soit assurée à tour de rôle, tous les deux ans par les Etats membres du Conseil d'administration;

10. Approuve la décision tendant à ce que la composition du Conseil d'administration de l'Institut durant la période 1995-1999 soit la suivante :

- a) MULPOC de Tangier : Egypte et Tunisie;
- b) MULPOC de Niamey : Gambie et Guinée;
- c) MULPOC de Yaoundé : Congo et Guinée équatoriale;
- d) MULPOC de Gisenyi : Burundi et Rwanda;
- e) MULPOC de Lusaka : Mozambique, République-Unie de Tanzanie et Ouganda;

12. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de suivre l'application de la présente résolution.

12(XVI). Programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1996-1997

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 41/213 du 19 décembre 1986 de l'Assemblée générale et les résolutions pertinentes ultérieures relatives à la planification du programme,

Rappelant en outre ses résolutions 728 (XXVII) et 769 (XXVIII) relatives à la restructuration et à la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, et en particulier au renforcement du rôle de la Commission économique pour l'Afrique pour qu'elle assure la direction d'ensemble en vue de relever les défis en matière de développement qui se posent à l'Afrique et d'accroître son impact,

Réaffirmant que les mesures visant à améliorer l'efficacité du fonctionnement administratif et financier du secrétariat et à améliorer le processus de planification, de programmation et de budgétisation tel que préconisé dans la résolution 47/212 de l'Assemblée générale contribueraient pour une large part à renforcer la capacité de la Commission à faire face aux défis en matière de développement qui se posent à l'Afrique,

Sachant l'importance des réformes en cours relatives au fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies, qui résultent de la résolution 46/235 de l'Assemblée générale, et sont à l'origine de la décentralisation des ressources et des activités du Siège en faveur de la Commission économique pour l'Afrique, prévue au cours de la période biennale 1994-1995,

Ayant examiné le projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1996-1997 figurant dans le document E/ECA/CM.21/12,

Prenant note de la nouvelle structure qui vise notamment à renforcer l'efficacité de la Commission,

Satisfaite de la réaffectation des ressources au titre du programme ordinaire de coopération technique de la Commission en vue de renforcer les services consultatifs multidisciplinaires régionaux qu'elle apporte aux Etats membres,

Notant avec satisfaction la subvention octroyée à l'Institut africain de développement économique et de planification, et qui contribue à renforcer notablement la capacité opérationnelle de la Commission,

1. Approuve le projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1996-1997;
2. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de veiller par l'intermédiaire du Comité administratif de coordination à ce que les programmes et activités des Nations Unies en Afrique soient coordonnés et harmonisés de façon à en accroître la rentabilité, la synergie et l'impact;
3. Exhorte vivement le Secrétaire général de prendre en compte, lorsqu'il soumet ses propositions pour le budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, les besoins spécifiques de développement de l'Afrique, en soulignant la nécessité de doter la Commission des ressources nécessaires pour lui permettre de réaliser pleinement les activités relevant du programme 30 : Coopération régionale pour le développement en Afrique et du programme 45 : Afrique : situation économique critique, redressement et développement, en particulier celles prévues au titre du sous-programme 2 concernant le contrôle, l'évaluation et le suivi de la mise en oeuvre des programmes d'action, y compris leurs aspects financiers;
4. Prie le Secrétaire exécutif de s'employer à maintenir et à renforcer la cohésion du programme de coopération technique; spécialement au niveau de l'exécution;
5. Lance un appel pressant à l'Assemblée générale pour qu'elle transforme la subvention octroyée à l'Institut africain de développement économique et de planification en postes permanents au titre du budget ordinaire tel que préconisé dans les résolutions 1992/95 et 1993/68 du Conseil économique et social;
6. Exhorte le Comité du programme et de la coordination à examiner favorablement ces propositions à sa prochaine session et à recommander, par l'intermédiaire du Conseil économique et social lors de sa session d'été en juillet 1995, leur adoption par l'Assemblée générale à sa cinquantième session;
7. Demande à l'Assemblée générale et aux Deuxième et Cinquième Commissions de prendre toutes les mesures nécessaires afin de doter la Commission des ressources appropriées pour lui permettre d'exécuter le présent programme de travail.

13(XVI). Renforcement de la capacité opérationnelle de la Commission économique pour l'Afrique : Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 779 (XXIX) relative au renforcement de la capacité opérationnelle de la Commission économique pour l'Afrique, adoptée le 4 mai 1994,

Considérant l'importance des ressources extrabudgétaires en général et du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique en particulier, dans le financement des activités opérationnelles de la Commission en Afrique,

Préoccupée par la tendance à la baisse constatée en ce qui concerne les contributions annoncées, qui se traduit par la diminution tant du nombre de pays annonçant des contributions que par le montant des annonces, et ce, essentiellement en raison de la crise socio-économique générale qui affecte la plupart des pays africains,

Consciente du fait que la Conférence générale des Nations Unies pour les annonces de contributions se tient chaque année au mois de novembre au Siège des Nations Unies,

Réaffirmant la nécessité de coordonner et d'harmoniser les activités des deux conférences d'annonces de contributions en vue d'éviter toute duplication des efforts,

1. Exprime sa gratitude aux pays qui ont fait des annonces et versé intégralement leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique;

2. Invite les institutions et Etats membres africains, les donateurs multilatéraux et bilatéraux, à continuer à soutenir le Fonds;

3. Demande au Secrétaire exécutif de revoir les opérations du Fonds et de soumettre des propositions en vue de les améliorer notamment la possibilité de :

a) De prévoir un échéancier de paiement des contributions annoncées ou leur annulation pure et simple;

b) Fusionner les conférences du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique qui se tiennent tous les deux ans avec la Conférence générale des Nations Unies pour les annonces de contributions organisée chaque année par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies;

4. Demande en outre au Secrétaire exécutif de prendre toutes les dispositions requises pour l'application de la présente résolution et de faire rapport à ce sujet à la prochaine réunion de la Conférence des ministres.